

REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

FEVRIER 2021

DEL_2021_001	VŒU RELATIF À L'ACCUEIL DES MIGRANTS
DEL_2021_002	DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021
DEL_2021_003	AVANCES SUR LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE CHENÔVE AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021
DEL_2021_004	DISPOSITIF DE COMPOSTAGE PARTAGÉ POUR LES AGENTS DE LA VILLE ET DU C.C.A.S. – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE CHENÔVE
DEL_2021_005	INTENTION DE CANDIDATURE À « VILLE AMIE DES ENFANTS » EN PARTENARIAT AVEC L'UNICEF
DEL_2021_006	ORCHESTRE À L'ÉCOLE BOURDENIÈRES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE CÔTE-D'OR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE
DEL_2021_007	ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA FÉDÉRATION DES MUSIQUES ACTUELLES DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (F.E.M.A.)
DEL_2021_008	SAISON CULTURELLE – MISE À JOUR DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DES BILLETS DE LA SAISON CULTURELLE ET DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE EN LIGNE
DEL_2021_009	OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2020
DEL_2021_010	TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE (2E TRANCHE) – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)
DEL_2021_011	BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2020
DEL_2021_012	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE : PRÉCISIONS
DEL_2021_013	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

DEL_2021_014 DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR
LE CONSEIL MUNICIPAL

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_001

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

VŒU RELATIF À L'ACCUEIL DES MIGRANTS

Chaque année, de nombreux jeunes étrangers sont placés par les différents services de l'État dans les établissements scolaires de l'Éducation nationale ou ceux dépendant du Ministère de l'agriculture. La plupart de ces jeunes s'investissent fortement dans les formations qui leur sont proposées, que ce soit dans les filières générales ou dans des cursus professionnalisants, comme la boulangerie, la restauration ou l'aide à la personne...

Cependant, leur situation administrative n'évolue pas au même rythme que leur intégration dans la société française : ils reçoivent bien souvent au bout de quelques années une Obligation à Quitter le Territoire Français (OQTF) qui arrive brutalement, les mettant ainsi, avec leur famille ou comme jeunes majeurs isolés, dans une situation très difficile. Leur projet professionnel, et plus globalement, leur projet de vie qu'ils avaient commencé à inscrire sur notre territoire, s'interrompt brusquement.

Ces jeunes, pour la plupart, ne souhaitent que leur rapide intégration à notre société et sont autant d'exemples du modèle républicain d'intégration par l'École, lieu d'apprentissage par excellence de savoirs, de compétences, de valeurs communes, autour desquels la communauté éducative s'implique activement pour favoriser leur réussite et leur intégration. Ils participent au projet de société qui est le nôtre, en apprenant notre langue, en travaillant, en payant leurs cotisations, en s'impliquant activement dans la vie de nos structures. Ils sont souvent scolarisés dans des filières dites « en tension », où les maîtres de stage souhaitent vivement les garder, comme l'a montré la récente grève de la faim d'un boulanger à Besançon. Ils obtiennent d'excellents résultats scolaires à l'instar du lycéen dijonnais Elvis Bajrami dont l'expulsion a été envisagée par la préfecture de la Côte-d'Or en vertu de l'Instruction dite « relative aux modalités de reprise de l'éloignement des étrangers déboutés des droits d'asile suite à la fin de l'État d'urgence sanitaire » adressée à tous les préfets par Monsieur Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur, le 31 juillet 2020 pour sa mise en œuvre en pleine période de crise sanitaire et de restriction des libertés publiques.

Dans la poursuite de son engagement, notre commune ne peut pas rester indifférente au sort de ces jeunes et de leurs familles qui donnent tout ce qu'ils peuvent pour se construire ici un avenir meilleur. Notre conseil municipal dénonce l'instabilité juridique dans laquelle ils se trouvent placés par la multiplication d'actes réglementaires adoptés sans principe au gré des mouvements changeants de l'opinion et au cœur d'une gestion chaotique de la crise sanitaire en cours. Nous ne pouvons d'ailleurs que nous réjouir de la réponse favorable qui a été donnée il y a quelques jours par la Préfecture à la situation d'Elvis et Bukuriye Bajrami, suite à la mobilisation collective et aux interventions qui ont été collectivement les nôtres, et ce, à différents niveaux. La Fraternité, pilier fondamental de notre République, a ici trouvé sa pleine expression en actes. Nous resterons vigilants à ce sujet en raison du caractère provisoire de la mesure, ce afin qu'elle puisse trouver une réponse pérenne.

Parce que notre pays, la France, est une terre d'asile et d'accueil, une nation dont les fondations sont éminemment humanistes et universalistes, en accord avec les valeurs républicaines et progressistes qui sont les nôtres et celles de la ville de Chenôve, nous formulons le vœu que l'État et ses services déconcentrés, en premier lieu les Préfets en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, puissent accorder de façon plus systématique des titres de séjour pendant leurs études à ces jeunes afin de les accompagner avec bienveillance et solidarité, eux et leurs familles, afin que leur avenir puisse s'écrire plus sereinement sur notre territoire.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu relatif à l'accueil des migrants.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_002

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021

En application de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les contextes national et local d'élaboration du budget 2021,
- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Vu l'annexe jointe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Affiché le 04/02/2021

ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_002-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 04/02/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Rapport d'orientations budgétaires 2021

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, doit se tenir au sein du conseil municipal un débat annuel « sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette » de la commune. Le rapport, support au débat d'orientations budgétaires, comporte également « une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ».

Ce débat doit être organisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Il est à noter enfin que le contenu du rapport a été précisé par un décret en date du 24 juin 2016. Après une présentation du contexte macroéconomique et des mesures concernant les collectivités, le présent rapport sera articulé dans le respect de cette nouvelle réglementation.

SOMMAIRE

A – LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN	3
B – LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE	5
• LES CONSÉQUENCES SUR LES FINANCES PUBLIQUES	6
• LA SITUATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES	8
C – LA STRATÉGIE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSÉQUENCES POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES	9
• DES MARCHÉS FINANCIERS POUR L’INSTANT STABILISÉS ET DES TAUX D’INTÉRÊT TOUJOURS TRÈS BAS	9
• UNE INFLATION EN FORT REcul	9
• LA STRATÉGIE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSÉQUENCES POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES	10
• LA RELANCE DE L’ÉCONOMIE VIA, NOTAMMENT, LA FORTE BAISSÉ DE PLUSIEURS IMPÔTS DE PRODUCTION PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES	10
• LE SOUTIEN À L’INVESTISSEMENT LOCAL PAR UN RENFORCEMENT PONCTUEL DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L’INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)	11
• LA POURSUITE DES RÉFORMES ENGAGÉES	12
• LES AUTRES MESURES INTRODUITES PAR LA LOI DE FINANCES 2021	14
D – LE CONTEXTE LOCAL D’ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2021	16
• LES PRÉVISIONS D’ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16
• LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA SECTION D’INVESTISSEMENT	24
• LES OBJECTIFS CONCERNANT LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET LE BESOIN DE FINANCEMENT	26
E – LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET LES DÉPENSES DE PERSONNEL	27
• LES EFFECTIFS AU 1ER JANVIER 2021	27
• LES DÉPENSES DE PERSONNEL	28
F – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ET CARACTÉRISTIQUES DE L’ENDETTEMENT	30
• LE NIVEAU D’ENDETTEMENT DE CHENÔVE AU 31 DÉCEMBRE 2020	30
• LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DETTE	30

A – LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Ce début de mandat municipal et la construction du budget 2021 sont très fortement marqués par la pandémie du Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales.

Jamais, en effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une crise économique d'une telle ampleur n'avait frappé l'ensemble des pays du monde, faisant redouter un creusement sans précédent des inégalités entre les nations, les entreprises et les ménages.

Seule, parmi les pays membres du G20, la Chine a connu une croissance « positive » en 2020, de l'ordre de 2 % (certes moins importante que les années précédentes) et son PIB devrait rebondir de + 8 % en 2021. Ce, alors que le PIB des Etats Unis s'est contracté de plus de 4 % en 2020 et ne devrait augmenter que de 3 % en 2021. Dans l'Union européenne, le PIB a chuté de 7 %.

Si les campagnes de vaccination ont commencé fin décembre 2020 – début janvier 2021 dans la plupart des pays développés, de nombreuses et lourdes incertitudes demeurent tant sur l'évolution de la pandémie (nouvelle(s) souche(s) apparues au Royaume-Uni et en Afrique du Sud...) que sur les conditions et le calendrier de la reprise économique.

Ainsi, à l'échelle de l'Union européenne, les projections établies par le cabinet Oxford Economics laissent entrevoir un redémarrage de la consommation et de l'investissement à la fin de l'année 2021, sous réserve néanmoins qu'aucune mutation du virus ne vienne changer la donne et que l'on parvienne à vacciner les personnes vulnérables (soit 30 % de la population européenne) d'ici la fin du 1^{er} semestre.

Les économistes du Crédit agricole estiment quant à eux que le **produit intérieur brut (PIB)** de la zone euro pourrait combler son déficit de croissance par rapport à la fin 2019 **seulement fin 2022**. Ils précisent cependant que cette reprise sera très inégale selon les pays, en fonction de leur niveau de contamination, de la dureté des restrictions adoptées par les différents gouvernements et la structure des tissus productifs de chacun de ces pays.

S'agissant de la France, la Commission européenne prévoit un **recul de son PIB de -9,4 % en 2020 et un rebond de 5,8 % en 2021** (cette estimation est proche de celle établie par la Banque de France, voir ci-dessous).

Les conséquences de cette récession sans précédent se font particulièrement sentir dans certains secteurs industriels comme l'aéronautique ou l'automobile mais bien plus encore dans les services, notamment dans l'hôtellerie-restauration, le tourisme, l'évènementiel, le secteur de la culture, ...

Les soutiens d'urgence mis en place par les états, comme le fonds de solidarité en France, ont permis de limiter, en 2020, **les faillites d'entreprises** dans les secteurs fragilisés. Il est probable que les gouvernements les prolongeront au moins jusqu'à la mi-2021 mais, au-delà, les faillites pourraient devenir massives. Selon le spécialiste de l'assurance-crédit Euler Hermes, elles pourraient s'accroître de 29 % dans la zone euro sur l'ensemble de l'année 2021 et de **52 % en France**.

Les conséquences en matière sociale et d'emploi risquent également d'être très dures. En octobre 2020, Eurostat constatait un **taux de chômage** de 7,6 % pour l'ensemble de l'Union européenne (soit 1 point de plus seulement par rapport à octobre 2019). Mais ce bon chiffre relatif est également le résultat des mesures de soutien déployées par les états membres, en particulier les dispositifs de **chômage partiel** dont plus de 40 millions d'Européens ont bénéficié au printemps dernier.

En France, ce sont près de **9 millions de salariés** qui ont été concernés par le dispositif d'indemnisation du chômage partiel, en mars, au plus fort de la crise. Ils étaient encore **1,6 million en octobre dernier**.

Mais ces dispositifs n'ont pas concerné tous les salariés du secteur privé : de nombreux travailleurs intérimaires, précaires, beaucoup d'artisans-commerçants, les intermittents du spectacle ou les étudiants qui occupaient des « petits boulots » d'appoint ont basculé ou risqué de basculer rapidement dans la pauvreté.

En France, les associations caritatives estiment qu'un **million de « nouveaux pauvres »** sont venus s'ajouter aux quelque 9,3 millions de Français vivant déjà en dessous du seuil de pauvreté monétaire, c'est-à-dire percevant 60 % du niveau de vie médian, soit 1 063 euros pour une personne seule.

Au-delà des mesures d'urgence prises par les gouvernements de l'Union européenne (aides à la trésorerie des entreprises, prêts garantis, chômage partiel, ...) des **plans de relance** ont également été adoptés pour soutenir les économies en 2021.

En France, ce plan de relance mobilisera 100 milliards d'euros sur 2021-2022. Très axé sur l'offre, il ne commencera à produire ses premiers effets sur l'économie, au mieux, qu'au 2^e semestre 2021.

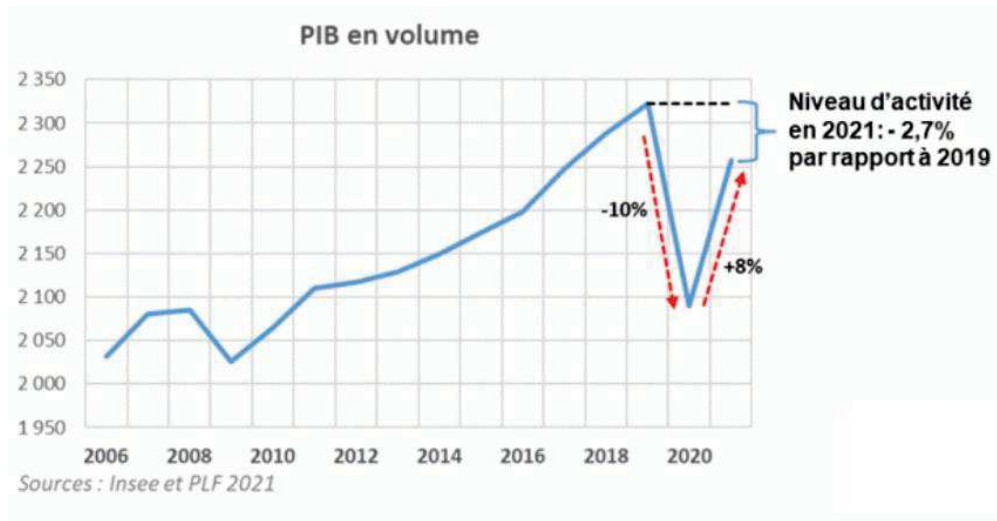
L'Union européenne s'est également entendue sur un plan de relance de **750 milliards d'euros** mais les experts estiment que ce programme européen, lui aussi, aura une incidence limitée sur la croissance en 2021.

Sous l'effet de la récession, des mesures d'urgence et des plans de relance, **la dette publique de la zone euro** a bondi de 85,9 % du PIB en 2019 à plus de 100 % en 2020. Mais les taux d'intérêt bas pratiqués par la Banque centrale européenne (BCE) comme les programmes massifs de rachats d'obligations souveraines qu'elle a déployés depuis mars 2020 (la BCE devrait racheter pour près de 2 400 milliards d'euros de dettes d'ici 2022) permettent aux états d'emprunter sans difficulté, à des taux proches de zéro voire négatifs.

À court terme, les experts n'ont guère d'inquiétudes sur la **soutenabilité des finances publiques**, d'autant plus que la Commission européenne a provisoirement suspendu les règles budgétaires limitant les déficits publics des états. Cependant, la ligne de fracture s'agrandit au sein de l'UE entre les pays dont l'endettement dépassera largement les 100 % du PIB en 2021 (France, Italie, Grèce, Portugal, ...) et ceux pour lesquels il restera inférieur (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Suède, Danemark, ...). Ces écarts pourraient générer, à terme, des tensions entre les pays membres, certains d'entre eux pouvant exiger un retour à l'« orthodoxie budgétaire » une fois la crise sanitaire passée.

B – LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

La Banque de France, dans les projections macroéconomiques qu'elle a publiées en décembre dernier, indique que le PIB aurait reculé de -9 % sur l'ensemble de l'année 2020. Le gouvernement quant à lui a construit le Projet de loi de Finances pour 2021 sur l'hypothèse d'un recul du PIB de -10 %.



Quoi qu'il en soit, il s'agit donc bien du pire bilan de l'économie nationale depuis 1945. En effet, après une chute brutale de l'activité au 2^e trimestre (1^{er} confinement) puis un rebond de juin à septembre, l'économie française, du fait de la reprise de l'épidémie, connaît un nouveau ralentissement de son activité, certes moins sévère qu'au printemps mais néanmoins significatif.

Pour 2021, la Banque de France proposait, en décembre, **trois scénarios alternatifs**, étroitement corrélés à l'évolution de la situation sanitaire :

- **Un scénario dit « favorable »** : la situation sanitaire s'améliore rapidement en 2021 avec le déploiement rapide de solutions médicales dès le début de l'année, permettant un retour à la normale de l'activité (le PIB reviendrait à son niveau d'avant la crise) à la fin 2021.
- **Un scénario dit « sévère »** : l'évolution de l'épidémie impose un maintien durable des restrictions qui pèsera durablement sur l'activité économique. De ce fait, la reprise ne se ferait progressivement qu'à partir de 2022 et le PIB ne retrouverait son niveau de 2019 qu'à partir de 2024.
- **Un scénario dit « central »** : l'hypothèse est que l'épidémie ne cesse pas immédiatement et que le déploiement généralisé de vaccins n'est pleinement effectif que vers fin 2021. Dans ces conditions, le niveau d'activité de fin 2019 ne serait retrouvé qu'à la mi 2022 et le rattrapage s'étalerait sur 2021 et 2022.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, il est quasiment certain que le scénario « favorable » n'est plus du tout d'actualité. Nous espérons, par ailleurs, qu'une troisième vague de la pandémie à l'échelle mondiale et un retard trop grand dans la vaccination ne rendent inéluctable le scénario « sévère ».

Dans son **scénario « central »**, la Banque de France fait l'hypothèse d'un **environnement international et financier plus porteur** grâce à la baisse du prix du pétrole, une légère dépréciation du taux de change de l'euro et un rebond de la demande mondiale adressée à la France (+7 % en 2021, contre -11 % en 2020).

Dans ces conditions, le rythme de la reprise économique en France serait plus soutenu en 2021 et 2022 (**progression du PIB proche de 5 % en moyenne annuelle**) mais resterait encore 7 points en dessous de son niveau de la fin 2019.

Dans ce scénario, grâce à l'amortisseur des finances publiques, **le pouvoir d'achat des ménages** serait en moyenne préservé en 2021 au même niveau qu'en 2020 (**+0,3 %** en moyenne par habitant) malgré la récession. Mais, bien entendu, ces chiffres agrégés recouvrent des situations très différentes selon les catégories de ménages.

Le taux d'épargne, après son **niveau record de 2020 (22 %)**, resterait encore élevé en 2021. Rappelons que le surplus d'épargne financière (en écart à un scénario tendanciel) a été estimé fin 2020 à près de **130 milliards d'euros** par la Banque de France.

Du fait, du contexte sanitaire et des effets du confinement puis du couvre-feu, de la dégradation du marché du travail pour les uns, de la constitution d'une épargne de précaution pour d'autres, **la consommation des ménages** au 4^e trimestre 2020 était **inférieur de 10 %** à son niveau du 4^e trimestre 2019. On ne retrouverait cet étiage d'avant crise qu'à la fin 2021 – début 2022.

De son côté, **l'investissement des entreprises**, après une forte chute en 2020 (**-10 %**) rebondirait en 2021. Mais la Banque de France note qu'en dépit des mesures du plan de relance et des conditions de financement qui restent favorables, le redressement de l'investissement des entreprises sera très progressif.

Même si l'ampleur des dispositifs d'activité partielle a permis de limiter à court terme la **détérioration du marché du travail** (la France a tout de même perdu 850 000 emplois au 1^{er} semestre 2020) celle-ci interviendrait avec retard et de manière plus forte sur les trimestres à venir. Le taux de chômage atteindrait ainsi un pic proche de **11 % au 1^{er} semestre 2021** (contre 8,5 % en 2020) et refluerait aux alentours de 9 % à la fin de 2022. Notons cependant que dans le scénario « sévère », ce taux de chômage pourrait continuer de progresser en 2021 (11,7 %) et 2022 (11,9 %) n'amorçant qu'une légère baisse en 2023 (11,3 %).

S'agissant de l'inflation, après s'être progressivement affaibli tout au long de l'année 2020, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) resterait à peu près au même niveau en 2021 (**0,5 % en moyenne annuelle**). Du fait notamment d'une baisse sensible des prix de l'énergie, l'inflation a été proche de 0 sur le dernier trimestre 2020 et devrait le rester en début d'année 2021 avant de recommencer à progresser très lentement en 2022 pour atteindre 1 % en 2023.

LES CONSÉQUENCES SUR LES FINANCES PUBLIQUES

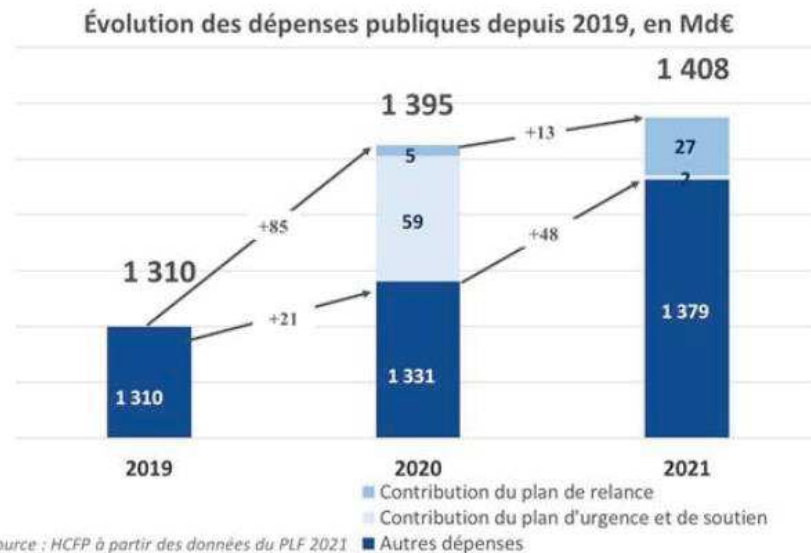
L'ampleur de la crise sanitaire a conduit le gouvernement à utiliser le levier budgétaire en déployant des mesures d'urgence et en annonçant un plan de relance, en partie financé par des transferts en provenance de l'Union européenne.

Dans son Projet de Loi de Finances pour 2021, le gouvernement prévoit que le solde public effectif passe de -10,2 points de PIB en 2020 à -6,7 points de PIB en 2021. **Le déficit public** ne reculerait que très progressivement après sa forte hausse en 2020. Sauf si de nouvelles mesures de consolidation étaient décidées d'ici là, le déficit public de l'État serait toujours **proche de 4 % du PIB en 2023**.

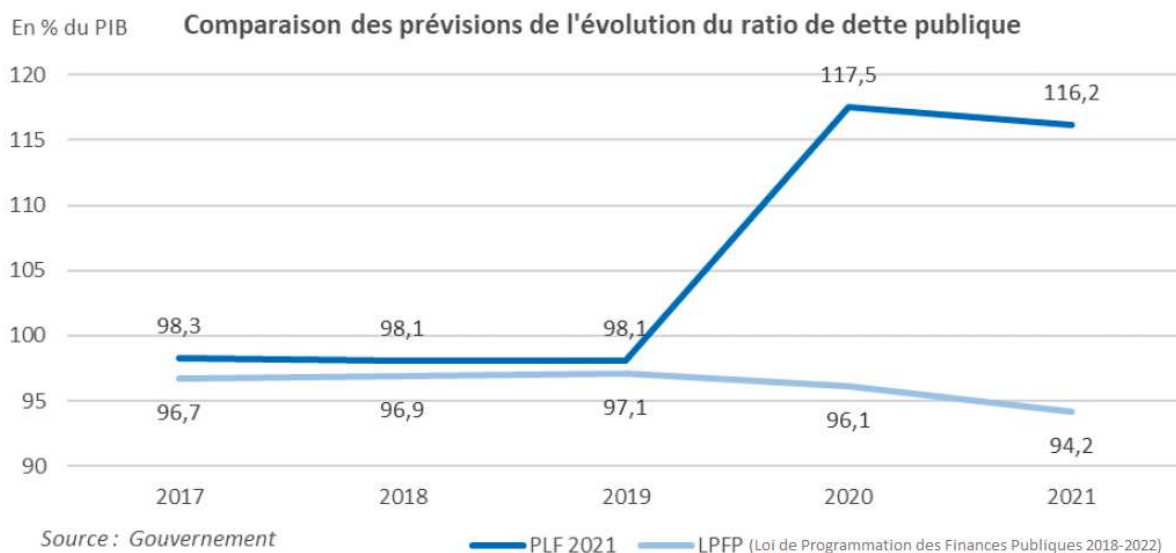
Évolution des prévisions de dette et de déficit publics pour l'année 2020

En point de PIB	PLF	PLFR 1	PLFR 2	PLFR 3	PLF 2021
Solde public	-2,2	-3,9	-9	-11,4	-10,2
Dette publique	98,7	102,9	115,2	120,9	117,5

Source : Haut Conseil des Finances Publiques – Avis PLF 2021



La dette publique approcherait quant à elle 120 % du PIB à ce même horizon 2023.



LA SITUATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Dans le rapport sur le **panorama des finances locales pour 2020** qu'elle a rendu public le 15 décembre dernier, la **Cour des comptes** souligne que l'incidence de la crise de la Covid-19 est inégale entre les différents niveaux de collectivités territoriales mais aussi entre les collectivités de mêmes strates.

La Cour des comptes résume ainsi la situation :

« Alors qu'elles se trouvaient dans une trajectoire financière favorable depuis plusieurs exercices, celle-ci devrait se dégrader en 2020, du fait à la fois de l'impact direct de la crise sanitaire et de la réponse apportée par les collectivités aux côtés de l'État, aux conséquences économiques et sociales de l'épidémie de Covid-19.

La hausse des dépenses d'intervention, les pertes de recettes assises sur l'activité économique, la baisse des recettes tarifaires et les surcoûts liés au maintien de l'activité des services devraient altérer, à des degrés divers, leur situation financière en 2020 et entraîner un accroissement de la diversité de leurs situations. »

Ainsi, les grandes villes, intercommunalités et départements devraient être les plus significativement affectés. Il en irait de même pour les communes touristiques mais aussi les **communes qui assument des charges de centralité** importantes, confrontées aux pertes de recettes liées à l'arrêt des équipements culturels, sportifs ou de loisirs.

Dans le Projet de loi de finances pour 2021, le gouvernement estime le **déficit public en 2020 à 10,2 points de PIB**, se répartissant comme suit :

- 7,6 points pour les administrations centrales,
- 2,6 points pour les administrations de sécurité sociale,
- 0,1 point pour les administrations locales (APUL).

C – LA STRATÉGIE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSÉQUENCES POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

1. DES MARCHÉS FINANCIERS POUR L'INSTANT STABILISÉS ET DES TAUX D'INTÉRÊT TOUJOURS TRÈS BAS

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, la BCE a de nouveau fortement assoupli sa politique monétaire afin de soutenir l'économie et de prévenir un éventuel effondrement des marchés (via des outils tels que le rachat massif de dette publique et privée, ou bien encore l'attribution aux banques de prêts à conditions avantageuses afin éviter une envolée des crédits pour les entreprises et les ménages).

Dans ce contexte exceptionnel, les taux d'intérêt demeurent, à ce jour, toujours historiquement bas au sein de la Zone Euro, tant pour ce qui concerne les taux court terme que long terme.

Compte-tenu de la crise sanitaire et économique, il est probable que cette tendance se poursuive encore en 2021 et à moyen terme.

Si cette situation constitue une bonne nouvelle apparente pour les collectivités publiques, et notamment pour l'État (qui peut s'endetter de manière importante à des niveaux d'intérêt très bas, notamment pour le financement de la relance), elle représente évidemment un risque majeur à moyen/long terme pour les finances publiques en cas de rebond des taux d'intérêt.

2. UNE INFLATION EN FORT REcul

Selon les prévisions du Gouvernement, la crise sanitaire et son corollaire économique se sont accompagnés d'un très fort recul de l'inflation en 2020, avec une **évolution prévisionnelle de + 0,2 % de l'indice des prix à la consommation hors tabac** (contre une prévision de + 0,9 % au PLF 2020), en très fort recul par rapport à **2019 (0,9 %)**.

Dans un contexte de reprise économique anticipée à compter de 2021, elle remonterait ensuite progressivement jusqu'à atteindre 1,75 % à l'horizon 2024-2025. L'inflation s'écarterait ainsi fortement, à court terme, de la cible historique de la Banque Centrale Européenne, proche de +2 % par an.

Cependant, pour les acteurs économiques tels que les collectivités territoriales, ce faible niveau d'inflation aura **peu d'impact sur l'évolution des charges**. En effet, un certain nombre de ces charges ont augmenté ces dernières années de manière supérieure à l'inflation, du fait de différents facteurs tels que, par exemple : le renforcement de normes applicables aux collectivités locales, les revalorisations du point d'indice décidées en 2016 et 2017, l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR)...

En outre, les formules d'indexation des contrats passés par la Ville avec des tiers (marchés publics notamment) ne s'appuient pas nécessairement sur l'inflation, mais évoluent sur la base d'autres indicateurs dont les fluctuations ne sont pas toujours strictement corrélées à celles de l'inflation.

En revanche, la très faible inflation attendue pour 2020 (+0,2 %) aura des **répercussions sur l'évolution des bases de la fiscalité directe locale**. L'actualisation légale des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties, devrait s'avérer **quasi-nulle en 2021**, ce qui devrait contribuer à une stagnation de la principale recette fiscale.

Depuis 2017 et la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (hors locaux industriels), il est rappelé que cette actualisation légale s'applique seulement pour les locaux d'habitation et les locaux industriels.

3. LA STRATÉGIE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSÉQUENCES POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le PLF 2021, ainsi que l'ensemble des lois de finances rectificatives 2020 qui l'ont précédé, comportent de nombreuses mesures impliquant ou impactant budgétairement les collectivités locales, qui peuvent être regroupées en quatre catégories :

- les mesures de relance de l'économie, notamment via la forte diminution de certains impôts locaux ;
- les mesures de soutien financier pour les collectivités territoriales pour atténuer les effets de la crise sanitaire sur les budgets locaux ;
- la poursuite des réformes déjà engagées (telles que la suppression de taxe d'habitation sur les résidences principales) et la continuité avec les exercices précédents (stabilité de la DGF à l'échelle nationale, évolution de la péréquation, etc.) ;
- les autres mesures, pour certaines nouvelles.

4. LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE VIA, NOTAMMENT, LA FORTE BAISSSE DE PLUSIEURS IMPÔTS DE PRODUCTION PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Partant du postulat que les impôts de production seraient trop élevés en France par rapport aux pays voisins, et qu'ils pèseraient de manière excessive sur l'industrie relativement à son poids économique (19,2 % des impôts de production contre un poids de 13,6 % dans la valeur ajoutée nationale), le Gouvernement a fait le choix de fortement diminuer plusieurs de ces impôts, au travers :

- de la **réduction de 50 % de la fiscalité foncière locale** (taxe foncière sur les propriétés bâties, TFPB, et cotisation foncière des entreprises, CFE) applicable aux établissements dits « industriels » au sens fiscal du terme,
- de la **division par deux de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE**.

À l'échelle nationale, le plan de relance et le PLF 2021 prévoient une forte baisse des impôts fonciers applicables aux entreprises industrielles estimée dès 2021 :

- à -1,75 milliard d'euros pour la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- à -1,54 milliard d'euros pour la cotisation foncière des entreprises.

Concrètement, la valeur locative des bâtiments et des terrains industriels sera, dès 2021, réduite de moitié, ce qui générera donc une division par deux de la CFE et de la TFPB dont elles sont redevables.

Pour ce qui concerne la commune de Chenôve, sur la base des dernières données fiscales connues de manière définitive (rôles 2019), les gains pour les entreprises (et les pertes de recettes théoriques générées par la mesure) peuvent être estimés approximativement à **138 000 €, soit 2,42 % du produit de la taxe foncière**.

Compte tenu des conséquences budgétaires lourdes pour les collectivités locales, le Gouvernement semble s'engager sur un **mécanisme de compensation** dynamique et territorialisée, qui serait égale,

chaque année, à la perte de bases générée par la mesure multipliée par le taux d'imposition de référence (année 2020).

Le bloc communal bénéficierait donc d'un **nouveau prélèvement sur les recettes de l'Etat** en contrepartie de la baisse de la CFE et de la TFPB des entreprises industrielles.

Cette mesure permettrait ainsi aux collectivités locales de continuer à bénéficier pleinement des retombées fiscales générées par l'implantation de nouvelles entreprises industrielles, avec toutefois une limite majeure, à savoir que les futures (et éventuelles) hausses de taux décidées par les collectivités ne seraient pas intégrées à la compensation, et ne porteraient que sur une base réduite de moitié (ce qui atténuerait donc la portée de l'utilisation du levier fiscal, et réduirait encore un peu plus l'autonomie fiscale locale des communes).

À noter enfin, pour ce qui concerne la TFPB, que cette décision intervient dans un contexte de **réforme fiscale effective au 1^{er} janvier 2021**, avec transfert aux communes de la part départementale de la TFPB en parallèle avec la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (la part résiduelle de cette taxe due par les 20 % de contribuables les plus « riches » étant perçue directement par l'État dès 2021, et jusqu'à sa suppression définitive toujours prévue en 2023).

En outre, et bien que cette mesure ne concerne pas directement la ville de Chenôve, il convient de mentionner la division par deux de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) due par les entreprises.

Cette mesure se traduit, dès 2021, par la suppression de la part régionale de cette taxe, soit un geste fiscal de 7 milliards d'euros par an. Pour les régions, les pertes de recettes seront compensées par une fraction supplémentaire de TVA.

La part de CVAE des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) étant maintenue, il importe de souligner que la crise sanitaire entrainera des pertes de recettes importantes à l'horizon 2021-2022 pour l'ensemble des intercommunalités, et singulièrement pour Dijon Métropole. Du point de vue des relations financières entre la Métropole et les 23 communes membres, ce recul d'une des principales ressources fiscales de l'EPCI mérite attention.

5. LE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL PAR UN RENFORCEMENT PONCTUEL DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Dans le cadre de la troisième loi de finances rectificative 2020, destinée notamment à tirer diverses conséquences de la crise sanitaire, l'État a décidé d'abonder **d'un milliard d'euros supplémentaires** les crédits dédiés à la DSIL à l'échelle nationale, avec pour objectifs :

- de flécher ces crédits vers des projets portés par les collectivités locales en matière de transition écologique, de rénovation du patrimoine et de résilience sanitaire ;
- d'orienter ses aides vers des projets prêts à être lancés par les collectivités locales.

La commune de Chenôve sollicitera cette aide exceptionnelle de l'État sur tous les dossiers éligibles.

Par ailleurs, et de manière distincte de cette enveloppe exceptionnelle de 1 milliard d'euros (LFR3 – 2020), le PLF 2021 reconduit également l'enveloppe annuelle habituelle de la DSIL, qui sera dotée de **570 M€ en 2021** (montant stable par rapport à 2019 et 2020), avec un maintien des priorités d'investissements habituelles :

- Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables ;
- Mise aux normes et sécurisation des équipements publics ;
- Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements ;
- Développement du numérique et de la téléphonie mobile ;
- Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires ;
- Réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

6. LA POURSUITE DES RÉFORMES ENGAGÉES

6.1 LA MISE EN ŒUVRE DE LA SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES RÉSIDENCES PRINCIPALES (THP)

Depuis l'année 2020, **80 % environ des contribuables** de THP à l'échelle nationale sont désormais totalement et définitivement exonérés de cette taxe, qui ne subsiste donc que pour les 20% des contribuables les plus aisés.

Malgré les débats suscités en termes de justice fiscale, et malgré les conséquences majeures de la crise sanitaire sur les finances publiques, le Gouvernement a décidé de mener à son terme la suppression de la THP, y compris pour les 20% de contribuables les plus riches.

Pour ces derniers, la suppression de cet impôt sera réalisée de manière progressive, **sur 3 ans, entre 2020 et 2023.**

À compter de 2023, la THP sera donc définitivement supprimée pour l'ensemble des contribuables. Seuls les résidences secondaires et les autres locaux meublés non affectés à la résidence principale, dont notamment les locaux associatifs, resteront soumis à cette taxe.

Pour la commune de Chenôve, entre 2018 et 2020, la suppression progressive de la THP pour les contribuables les plus modestes s'est avérée neutre budgétairement pour la Ville, compte-tenu, à la fois :

- du mécanisme de dégrèvement mis en place par l'État ;
- de la stabilité systématique des taux d'imposition décidée par le conseil municipal.

Désormais, pour ce qui concerne les communes, l'exercice 2021 constitue une année charnière dans la mise en œuvre de la réforme avec :

- la perte définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (recette représentant environ **2,1 M€ prévisionnels en 2020**), ainsi que des allocations compensatrices d'exonérations de fiscalité locale correspondantes (compensations d'exonérations fiscales de TH, d'un montant de 281 000 € en 2020) ;
- la compensation de cette perte de recettes par le transfert intégral de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (ainsi que des compensations d'exonérations fiscales correspondantes) ;
- la neutralisation budgétaire des éventuels écarts entre ces deux niveaux de recettes par l'application d'un coefficient correcteur (supérieur à 1 pour les collectivités « sous-compensées » par la part départementale, et inférieur à 1 pour les collectivités surcompensées).

Si les services fiscaux ne sont pas encore en mesure de donner des éléments définitifs, il est certain que la commune de Chenôve fait partie des **communes « surcompensées »**, c'est-à-dire que le transfert de la part départementale de foncier bâti excède la perte de la taxe d'habitation. Selon la simulation effectuée par les services fiscaux sur les données 2018, le **coefficient correcteur s'établirait à 0,78**.

Pour les autres niveaux de collectivités locales concernés (EPCI tels que Dijon Métropole, et départements), la réforme se traduit, pour mémoire :

- pour les départements, par la perte de la taxe foncière sur les propriétés bâties compensée par le transfert d'une quote-part de taxe sur la valeur ajoutée (TVA),
- pour les EPCI, par la perte de la part intercommunale de la taxe d'habitation sur les résidences principales compensée, comme pour les départements, par l'affectation d'une quote-part d'impôt national, à savoir la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), solution déjà retenue pour les régions en 2018.

Pour l'ensemble des communes, cette réforme modifie de manière extrêmement substantielle la composition de leurs **recettes fiscales directes, désormais essentiellement concentrées sur la taxe foncière sur les propriétés bâties**.

En son état actuel, cette réforme présente des enjeux majeurs pour les collectivités locales et les EPCI (intercommunalités) :

- la neutralité budgétaire de la réforme fiscale pour chaque collectivité concernée ;
- l'amointrissement du lien fiscal entre les habitants-électeurs et les collectivités au sein desquelles ils résident : en effet, dans la plupart de ces dernières, les locataires, redevables de la seule taxe d'habitation sur les résidences principales, sont nettement majoritaires par rapport aux propriétaires. Dans ce contexte, avec la suppression de ladite taxe, **la majorité des habitants-électeurs ne sera plus redevable d'aucun impôt local** (à l'exception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ;
- **la problématique du logement social** : certaines collectivités locales seront moins enclines à produire des logements sociaux supplémentaires, dans la mesure où elles seront privées de la quasi-totalité des recettes afférentes à ces logements, du fait à la fois :
 - de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales ;
 - des exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties accordées aux nouveaux logements sociaux, ainsi que des abattements de la valeur locative des logements sociaux situés au sein des quartiers de la politique de la ville.

En d'autres termes, la production de logements sociaux supplémentaires ne générera plus aucune recette de taxe d'habitation, et ne produira ses effets sur le produit fiscal que sur le long terme.

De plus, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales entraîne la nécessité de redéfinir le mode de calcul de très nombreux indicateurs financiers utilisés pour apprécier la «richesse» relative des collectivités locales (potentiel fiscal, potentiel financier, effort fiscal).

À ce stade, le projet de loi de finances 2021 retient une hypothèse de neutralisation, à court terme, des effets de la réforme sur le calcul des indicateurs financiers.

Toutefois, cette neutralisation n'est pas nécessairement appelée à être pérennisée dans la durée, ce qui pourrait conduire à des variations potentiellement importantes des indicateurs de richesse des collectivités locales et de leur positionnement relatif entre les unes avec les autres (avec potentiellement des « gagnantes » et des « perdantes » par rapport à la situation actuelle.

6.2 UNE STABILITÉ DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET UNE HAUSSE DE LA PÉRÉQUATION VERTICALE

Après quatre années consécutives de recul entre 2014 et 2017, le gouvernement a, depuis lors, décidé de stabiliser les concours financiers de l'État aux collectivités locales.

En 2021, la dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours financier de l'État, sera ainsi quasi-stabilisée par rapport à 2020, tant pour ce qui concerne son montant que ses critères de répartition.

Quant à la poursuite de la montée en puissance de la péréquation dite « verticale » effectuée par le biais de certaines composantes de la DGF, elle atteindra + 220 M€ en 2021 par rapport à 2020, dont notamment une **hausse de +90 M€ de la dotation de solidarité urbaine** et de +90 M€ de la dotation de solidarité rurale.

7. LES AUTRES MESURES INTRODUITES PAR LA LOI DE FINANCES 2021

7.1 LA FUSION ET LA RECENTRALISATION INATTENDUES DES TAXES SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ÉLECTRICITÉ (TCFE)

La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) est composée de :

- la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, gérée par l'administration des Douanes et qui abonde le budget de l'État,
- la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) perçue par les communes ou les EPCI qui exercent la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité,
- la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE).

Ces taxes ont toutes pour assiette la quantité d'électricité consommée par les particuliers et les professionnels (sauf exceptions).

Actuellement, la première taxe applique à cette assiette un tarif national en €/MWh alors que les deux dernières taxes appliquent un tarif local. Il est calculé par l'application d'un coefficient multiplicateur (encadré mais voté par la collectivité compétente) à un montant de base (en €/MWh fixé par l'État. Ce tarif de base varie en fonction du type de consommation (professionnelle ou non) et de la puissance souscrite.

Sur le territoire de Dijon Métropole, autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, la taxe est perçue, de droit, par la Métropole pour les communes de moins de 2 000 habitants. Les communes de plus de 2 000 habitants peuvent, quant à elles, de droit continuer de percevoir la taxe communale, ce qui est le cas de la quasi-totalité d'entre elles, dont Chenôve.

Pour la commune, cette taxe représente une recette annuelle de 228 000 €.

Cette mesure devrait s'avérer relativement neutre si les engagements de l'État sont respectés dans la durée, ce qui n'a pas toujours été le cas sur les grandes réformes fiscales récentes.

Pour les redevables, compte-tenu du coefficient multiplicateur de TCCFE appliqué jusque-là sur le territoire de la commune (8,5), cette réforme n'entraînera, sauf biais non mis en avant par le Gouvernement, aucune augmentation de la facture d'électricité (contrairement aux habitants d'autres

communes qui appliquaient des coefficients inférieurs à 8,5, et pour lesquelles l'harmonisation sera effectuée par le haut sur 3 ans).

7.2 LA MISE EN ŒUVRE DE L'AUTOMATISATION DU FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA (FCTVA)

Après deux reports successifs actés par les lois de finances 2019 et 2020, l'automatisation du FCTVA, initialement prévue dans le cadre de l'article 156 de la loi de finances initiale pour 2018, entrera enfin en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021, et ce de manière progressive, à savoir :

- dès 2021 pour les collectivités récupérant le FCTVA en année N au titre des dépenses éligibles réalisées en N (dont Dijon Métropole) ;
- dès 2022 pour les collectivités récupérant la TVA en année N+1 pour les dépenses éligibles réalisées en année N ;
- en 2023 pour toutes les autres collectivités (récupérant le FCTVA en N+2 pour N).

D'un point de vue strictement technique, cette réforme est censée permettre de simplifier significativement les modalités de déclaration du FCTVA par les collectivités locales, ainsi que le travail de contrôle des services préfectoraux.

Toutefois, il est évident qu'elle ne sera pas totalement neutre pour les collectivités locales, en fonction des critères d'éligibilité qui seront mis à jour dans le cadre de la mise en œuvre de l'automatisation.

En d'autres termes, la définition des nouveaux critères d'éligibilité (assiettes des dépenses d'investissement donnant droit au bénéfice du fonds), non effectuée au stade du PLF 2021, conduira de facto, à exclure certaines dépenses qui étaient pourtant éligibles au FCTVA « ancienne formule » (et inversement).

Au vu des contraintes budgétaires pour l'État, il semble peu probable que la réforme s'avère financièrement favorable aux collectivités locales, l'État ayant d'ailleurs justifié les reports de mise en œuvre de la mesure en 2019 et 2020 par sa volonté de garantir impérativement la neutralité budgétaire, à son niveau, du dispositif.

Ainsi, à dépenses d'investissement constantes, il est donc peu probable que le montant de TVA récupérable via le FCTVA soit plus élevé que dans l'ancien système.

D'ailleurs, le rapport d'évaluation préalable annexé au PLF 2021 précise qu'une « mesure correctrice pourra être appliquée en cas de constat d'un surcoût de la mesure pour l'État », ce qui illustre clairement que ce dernier n'entend en aucun cas utiliser cette réforme pour accroître son soutien financier à l'investissement des collectivités locales.

D – LE CONTEXTE LOCAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2021

1. LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'élaboration du budget primitif sera encore plus complexe en 2021 qu'elle ne l'a été en 2020, compte tenu des incertitudes fortes qui perdurent du fait de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques et sociales mais aussi des contraintes qui pèsent sur le fonctionnement de nos services municipaux.

Par ailleurs, en 2020, le vote du budget étant intervenu en juin, nous avons pu y intégrer les résultats du compte administratif 2019 et ajuster les dépenses et les recettes aux réalités de l'activité municipale telles que connues en milieu d'année dernière.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas quand le fonctionnement des services reprendra « normalement » (c'est-à-dire comparativement à 2019) ; combien de temps durera le couvre-feu et la fermeture de certains services (activités sportives en salle, centre nautique, Cèdre et salle des fêtes, conservatoire de musique, ...) ; si un nouveau confinement ne sera pas décrété à l'échelle nationale ou régionale ou si les collectivités ne seront pas sollicitées pour de nouvelles missions ou actions exceptionnelles.

Ainsi, par exemple, la mise en place d'un **centre de vaccination à Chenôve**, en toute urgence et en collaboration avec la Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires (MUSSP) mobilise, depuis le 18 janvier, non seulement des locaux (salle des fêtes) et des moyens logistiques municipaux mais aussi 7 agents de la ville et du CCAS à temps plein (du lundi matin au samedi 13 heures) pour une durée encore indéterminée.

L'année 2020 a été – à tous points de vue et notamment en matière budgétaire – une année atypique et 2021 le sera encore, sans qu'on soit réellement en mesure d'apprécier aujourd'hui quelle sera l'ampleur des écarts par rapport à une année budgétaire normale.

Quoi qu'il en soit, ces éléments conjoncturels ne font que renforcer les **éléments de fragilité structurelle** propres à notre collectivité, à savoir :

- D'une part, le **faible dynamisme des recettes fiscales**, due à la perte de population enregistrée depuis plusieurs années, conséquence des déconstructions de logements sociaux intervenus ces dernières années ; auxquelles il faudra ajouter en 2021 la prise en compte par les services fiscaux de la disparition de l'ancienne clinique, du centre commercial Saint-Exupéry et, plus récemment, d'un bâtiment de l'entreprise ADHEX ;
- D'autre part, le **poids toujours important des dépenses de personnel** dans le budget de fonctionnement (**67,5 %**).

S'agissant des recettes fiscales, la situation sera encore moins favorable en 2021 que les années précédentes (où l'on constatait une évolution faible : entre 0,7 et 1,5 %) puisqu'il est probable qu'elles **diminueront (de l'ordre de 0,7 %)** par l'effet combiné de la disparition des bases physiques citées plus haut et d'une revalorisation quasi-nulle de ces mêmes bases, en l'absence d'inflation.

S'agissant des dépenses de personnel, les efforts engagés depuis 2016 pour contenir son évolution dans des limites raisonnables (afin de dégager des marges de manœuvre pour investir sans dégrader le service public local et les conditions de travail et de rémunération de nos agents) commencent à trouver leurs limites dans le contexte de crise que nous traversons.

1.1 LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Hors recettes exceptionnelles, les recettes de fonctionnement devraient être stables par rapport à 2020.

LA FISCALITÉ

Après une **progression de 0,7 % en 2020**, la matière imposable devrait se contracter en raison des démolitions de l'ancienne clinique et du centre commercial Saint Exupéry. Ces pertes ne seront que faiblement compensées par l'intégration des immeubles en fin d'exonération de 2 ans.

En outre, en raison d'une inflation très modérée, **le coefficient d'actualisation des bases des locaux d'habitation s'établit à 0,2 %**.

En ce qui concerne les locaux professionnels (hors locaux industriels), dont les valeurs locatives révisées sont entrées en vigueur au 1er janvier 2017, l'évolution de leurs bases dépend désormais de celle des loyers, ce qui a pour conséquence de les rendre plus instables et plus difficiles à évaluer.

Après une période de stabilité, y compris en 2021, il n'est pas exclu qu'en conséquence de la crise sanitaire et économique, le marché locatif professionnel entre à son tour en crise, entraînant une baisse des loyers et donc des valeurs locatives de ces locaux.

L'effet conjugué de ces facteurs se traduirait par une **baisse de 0,7 % du produit de la fiscalité, soit environ -54 000 euros**.

Pour autant, la ville n'a pas l'intention d'augmenter les taux de la fiscalité en 2021, comme ce fut déjà le cas ces quatre dernières années.

Compte tenu du contexte, les autres produits fiscaux (taxe additionnelle aux droits de mutation, taxe sur l'électricité et taxe locale sur la publicité extérieure) sont anticipés au même niveau que 2020.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

- LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

En raison de la stabilité prévue à l'échelle nationale, le montant de la dotation globale de fonctionnement perçu par la ville de Chenôve est en légère hausse en 2020.

Cette évolution recouvre néanmoins une évolution différenciée des deux parts de la DGF :

■ **Concernant la dotation forfaitaire :**

À l'échelle nationale, la poursuite de la montée en puissance de la péréquation dite « verticale » se poursuit au même niveau qu'en 2019, soit +190 M€ en 2020 par rapport à 2019, dont notamment une hausse de +90 M€ de la dotation de solidarité urbaine.

Cependant, l'ensemble de la DGF devant respecter la norme d'évolution définie par le gouvernement, ces « hausses mécaniques » génèrent en conséquence un « besoin de financement », et doivent être financées par des diminutions d'autres composantes de la DGF, et en particulier la dotation forfaitaire.

Cette dernière intègre un dispositif d'écêtement, sous condition de potentiel fiscal, qui est plafonné à 1 % des recettes réelles de fonctionnement.

La ville de Chenôve répondant au critère de potentiel fiscal est soumise à cet écêtement. C'est pourquoi, **la dotation forfaitaire diminuerait de 57 000 € en 2021 (contre -66 000 € en 2020).**

La réfaction serait moindre qu'en 2020, sous l'effet d'une légère augmentation de la population (+295 habitants au dernier recensement – projection INSEE 2021).

■ **Concernant la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) :**

La dotation sociale urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) devrait, en revanche, poursuivre sa progression. Les mesures instaurées par le PLF (hausse de l'enveloppe, resserrement du nombre de bénéficiaires, majoration du critère « revenus » au détriment du critère « potentiel financier ») devraient en effet, être favorables à la commune. **La DSUCS augmenterait donc de 135 000 € en 2021 (contre +137 000 € en 2020).**

Pour mémoire, sur la période récente, l'évolution de la DGF perçue par la ville de Chenôve a été la suivante (en millions d'euros) :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DGF	5,41	5,39	5,48	5,34	5,06	4,76	4,67	4,72	4,74	4,81	4,89
Dont dotation forfaitaire	2,813	2,697	2,619	2,382	1,842	1,316	0,986	0,886	0,779	0,712	0,655
Dont dotation de solidarité urbaine	2,603	2,692	2,862	2,959	3,214	3,443	3,686	3,836	3,963	4,099	4,235

Au global, la DGF devrait donc légèrement augmenter en 2021 (+ 78 000 €).

Mais il convient de rappeler que **sur la période 2011-2018, la Dotation Globale de Fonctionnement aura reculé de 690 000 €** (la dotation forfaitaire a reculé de 1,92 M€ et la DSU a progressé de 1,23 M€).

- LES COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS FISCALES VERSÉES PAR L'ÉTAT

Dans le cadre de la réforme fiscale de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la compensation d'exonérations fiscales de taxe d'habitation (281 000 € en 2020, imputés au chapitre 74) disparaît à compter du 1er janvier 2021, et fait partie du périmètre global des recettes fiscales perdues par la commune et compensées par le transfert de la part départementale de TFPB, après application du coefficient correcteur.

Seules les compensations d'exonérations sur le foncier bâti demeureront augmentées de la compensation de la division par deux de la taxe foncière sur les établissements industriels.

Au total, les compensations s'établiraient à 235 000 €.

La comparaison de chapitres entre les budgets primitifs 2020 et 2021 sera donc rendue complexe par les changements de périmètre générés par les réformes fiscales décidées par l'État.

LES REVERSEMENTS DE DIJON MÉTROPOLE

Conformément au nouvel échéancier défini par le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), approuvé par le conseil municipal du 24 juin 2019, **l'attribution de compensation versée par la Métropole sera de nouveau en diminution en 2021, avec un montant de 5 994 746 €, contre 6 006 717 € en 2020 (soit -11 971 €).**

Pour mémoire, cette évolution découle de l'adhésion de la ville, depuis le 1er mai 2019, aux services communs mis en place par la Métropole.

Il est rappelé que la mise en place des services communs se traduit :

- d'une part, par le transfert à la Métropole, par les communes et établissements publics concernés (CCAS en l'occurrence), des personnels affectés au sein de ces services,
- d'autre part, le coût de chacun de ces services, intégralement supporté par la Métropole, doit être réparti entre chacune des parties « adhérent » au dispositif, via une diminution de l'attribution de compensation versée par la Métropole aux communes concernées.

Enfin, la dotation de solidarité communautaire est prévue **en stabilité par rapport à 2020, soit 958 257 €.**

Cependant, le niveau de cette dotation dépendra, à l'avenir, de l'évolution des grands équilibres financiers entre la Métropole et les 23 communes membres. En effet, dans un contexte où la crise sanitaire et ses conséquences économiques et fiscales ont pesé et pèseront beaucoup plus fortement sur le budget métropolitain que sur les budgets communaux, la Métropole souhaite reconsidérer le montant de l'enveloppe et les critères de répartition.

STABILITÉ DE LA PÉRÉQUATION HORIZONTALE (FPIC)

Quant à la péréquation horizontale, à travers la contribution de la Métropole au Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC), il est à noter que, comme les années précédentes, la ville de Chenôve ne devrait pas y contribuer.

Cette exonération découle de son classement parmi les 250 premières villes bénéficiaires de la DSU. Pour mémoire, les critères pour établir ce classement se basent sur les revenus des habitants, le potentiel financier de la commune, la part des logements sociaux et le nombre des allocataires, comparés aux mêmes données pour les villes de plus de 10 000 habitants.

LES PRODUITS DES SERVICES ET LES REVENUS IMMOBILIERS

Composés pour l'essentiel des redevances des usagers et des locations, ces recettes ont très sensiblement baissé en 2020 : **-36,89 % par rapport à 2019**. Cette baisse est la conséquence directe de la crise sanitaire et la fermeture et/ou réduction d'activité de plusieurs services municipaux : restauration scolaire, centres de loisirs, activités sportives (terrestres et nautiques) et culturelles (conservatoire)... ainsi que le quasi arrêt de location des salles municipales pour les particuliers et les associations.

Pour 2021, on espère que le montant des redevances usagers et des locations sera un peu supérieur à celui du BP 2020 (1,1 M€). **Toutefois, cette prévision de relative stabilité est sujette à un aléa majeur, à savoir celui de la crise de la Covid-19** qui, si elle se prolonge dans le temps (ainsi que les restrictions associées tels que confinements, couvre-feux, fermetures de certains équipements, etc.), impacterait de nouveau la fréquentation des services publics et les recettes associées subiraient alors un recul plus ou moins important.

LES SUBVENTIONS ET AUTRES DOTATIONS VERSÉES À LA VILLE

Ce poste regroupe notamment les prestations de la **Caisse d'Allocations Familiales (CAF)** aux structures de la petite enfance et de l'enfance, les subventions du **Conseil départemental** à la bibliothèque François MITTERRAND et au Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) ainsi que celles de l'État.

Ce poste a connu une notable augmentation en 2020, liée à la montée en puissance du dispositif « **Cité éducative** » et du « **Contrat enfance jeunesse** ». Un peu plus de 1,7 M€ avait été inscrit initialement au BP 2020, auxquels sont venus s'ajouter en cours d'année, les subventions de l'État pour les **activités périscolaires « 2S2C »** préconisées par l'Éducation nationale durant le premier confinement et le dispositif « **vacances apprenantes** » durant les vacances d'été et d'automne. Au final, ce sont plus de **200 000 € supplémentaires** qui sont venus abonder ce poste.

Celui-ci devrait toutefois enregistrer une **baisse de l'ordre de 3 % en 2021**. Ce recul s'explique par l'ajustement du Contrat enfance jeunesse, à la suite du non remplacement de la coordinatrice de la petite enfance et de la révision à la baisse du taux de fréquentation de ces structures.

La ville de Chenôve a d'ores et déjà entamé les démarches pour solliciter d'autres partenaires pour abonder, en particulier, les financements des actions « Cité éducative » (Région, Département, Dijon Métropole, ...).

1.2 LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DÉPENSES

Compte tenu du contexte très particulier dans lequel s'élabore le BP 2021 et des contraintes qui s'imposent aux collectivités locales, particulièrement dans une ville populaire comme Chenôve, **l'objectif raisonnable consiste à limiter l'évolution globale des dépenses de fonctionnement en deçà de 1,5 %**.

Ce qui implique de poursuivre les efforts de gestion engagés depuis 2016 sur tous les postes de dépenses de fonctionnement afin de dégager un autofinancement suffisant pour garantir la montée en charge de nos investissements sur la durée du mandat 2020-2026.

LES DÉPENSES DE PERSONNEL

Le pilotage rigoureux de la masse salariale mené depuis cinq ans devra se poursuivre en 2021 et sur la durée du mandat. Sur l'exercice budgétaire 2020, les dépenses de personnel (hors indemnités des élus) ont été contenues à **15 180 000 €**, soit une **augmentation de 0,2 %** par rapport aux dépenses réalisées en 2019.

Cette gestion attentive des ressources humaines (notamment en matière de remplacement des départs en retraite) a permis, en 2020, d'absorber les mesures suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre de l'accord national sur les **Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR)** entamée en 2016 et qui, en 2020, a essentiellement concerné les agents de catégorie A et C – échelle C1. Cette revalorisation indiciaire (transfert primes/points) a entraîné un surcoût pour la ville de l'ordre de 30 000 €. En 2021, nous arrivons au bout de cette réforme et ne devrait concerner peu d'agents : **le coût supplémentaire est estimé à environ 8 500 €.**
- La hausse de +0,27 point de la **cotisation salariale retraite des fonctionnaires (CNRACL)**. Selon les informations dont nous disposons à ce jour, le taux de cotisation CNRACL devrait rester stable en 2021.
- La progression naturelle des carrières des fonctionnaires, le **glissement vieillesse technicité (GVT)** qui permet de prendre en compte l'ensemble des avancements d'échelons et de grades ainsi que les promotions internes qui interviennent en cours d'année. En 2020, son coût avait été estimé à 70 000 euros ; il devrait s'élever à **environ 85 000 € en 2021.**
- Une deuxième vague de **revalorisation du régime indemnitaire (RIFSEEP)** visant à corriger les situations inévitables constatées en 2018, lors de la mise en œuvre de la réforme. Les effets de cette deuxième vague qui a concerné **125 agents en 2020**, à compter du mois de septembre, sont estimés en année pleine à **100 000 €**. Pour 2021, il ne serait proposé que des ajustements « à la marge » du RIFSEEP.
- L'entrée en « vitesse de croisière » de **l'action sociale en faveur du personnel** qui a porté la cotisation de la ville de Chenôve au CAS de l'agglomération dijonnaise à hauteur de **170 000 €** (soit +30 000 € par rapport aux estimations initiales). C'est un montant identique qui devrait être inscrit au BP 2021.

En 2021, une nouvelle décision impactera le budget RH à hauteur de **48 000 €** : l'augmentation du **taux de cotisation au titre de l'assurance des risques statutaires**, lequel passera de 0,77 à 1,54 % du montant global du traitement indiciaire des agents fonctionnaires de la collectivité.

Le budget RH 2021 prendra également en compte la mise en œuvre des priorités politiques du mandat :

- En matière de **tranquillité publique** : renforcement des effectifs de la police municipale et recrutement d'agents de surveillance de la voie publique (ASVP) notamment pour créer une « brigade verte » ;
- Création d'une **direction de la jeunesse** en charge de coordonner l'action publique locale en faveur des jeunes pour leur apporter des réponses globales et prenant en compte les spécificités des 16-25 ans ;
- Mise en œuvre de l'ensemble des actions prévues dans le cadre du programme **Cité éducative** et accompagnement des mesures décidées par l'Education nationale dans les écoles situées en REP + (dédoublage de classes, entre autres).

Mais l'année 2020 aura également été marquée par deux événements extérieurs qui ont eu des incidences importantes sur les dépenses de personnel :

- D'une part, bien sûr, la pandémie de Covid qui a entraîné la mise en œuvre de **protocoles sanitaires renforcés**, notamment en matière de nettoyage et de désinfection de nos bâtiments communaux accueillant du public (notamment dans nos écoles, centres de loisirs et équipements sportifs et culturels) générant un accroissement des heures d'intervention de nos agents d'entretien (dont un certain nombre d'heures supplémentaires) ;
- D'autre part, **l'incendie criminel du centre de loisirs du Plateau** (en mars 2020) nous a obligés à relocaliser les activités périscolaires (du mercredi) et extrascolaires (petites vacances) dans deux groupes scolaires, générant là aussi des dépenses supplémentaires pour assurer un encadrement répondant aux normes réglementaires. Cet été, la ville a également souhaité offrir aux enfants et aux jeunes de Chenôve une offre complémentaire de loisirs et participer au dispositif « **vacances apprenantes** » : les capacités d'accueil de la base équestre de Ternant ont été augmentée et un nouveau site, la colo de Chaux, a également permis de proposer des séjours de vacances en plein air, à des tarifs accessibles à toutes les familles. Des subventions exceptionnelles ont été obtenues qui ont compensé, en grande partie, les dépenses supplémentaires engagées, notamment en matière de personnel d'animation (voir ci-dessus). Il n'est pas certain que ces aides « vacances apprenantes » soient reconduites en 2021.

Quoi qu'il en soit, ces nouvelles contraintes conjoncturelles continueront de peser sur les charges de fonctionnement de la ville cette année. Elles renforcent la nécessité d'une gestion rigoureuse de la masse salariale sans pour autant dégrader, par ailleurs, la qualité du service public local à un moment où la population a, sans doute, plus que jamais besoin d'un soutien de la puissance publique de proximité.

Au final, les dépenses de personnel devraient progresser de +1,10 % par rapport au BP 2020 (+0,60 % par rapport au BP 2019).

LES SUBVENTIONS

- LA SUBVENTION AU CCAS

À cet égard, en ces temps difficiles, encore plus difficiles pour les habitants les plus fragiles ou les plus isolés, face à l'augmentation de la pauvreté et de la précarité, lesquelles touchent de nouvelles franges de la population, l'action du CCAS a prouvé toute son utilité et sa réactivité pour répondre aux situations d'urgence. Ces capacités d'agir, en urgence et au plus près des réalités vécues par nos concitoyens, se sont déployées tant en matière d'aides financières et de subsistance, que d'accompagnement social, de soutien aux partenaires associatifs que de lutte contre la fracture numérique ou contre l'isolement.

Ainsi en 2020, le CCAS :

- a mis en place une allocation municipale exceptionnelle en avril 2020, pour soutenir 249 familles bénéficiaires de la restauration scolaire ;
- a activé une veille sociale auprès des plus âgés et des plus isolés ;
- a soutenu les familles bénéficiaires des Restos du Cœur, dont la campagne d'hiver a été momentanément interrompue lors du premier confinement ;
- dans le cadre de la labellisation Cité Éducative, le CCAS a développé l'action du Programme de Réussite Educative en dehors du Quartier Politique de la Ville dès le 1^{er} septembre ;
- a accompagné la mise en œuvre du projet social métropolitain sur le territoire en devenant CCAS pivot au 1^{er} juin 2020 ;

- a adopté son nouveau règlement des aides financières facultatives ;
- a obtenu la labellisation Point Conseil Budget.

La subvention versée par la ville au CCAS a donc été **abondée de près de 140 000 € en 2020**, par rapport à 2019. Il est proposé de maintenir cette subvention en 2021 au même niveau que celui qui a été réalisé en 2020, soit à hauteur d'environ **1 240 000 €**.

Cette subvention permettra notamment au CCAS de poursuivre son action en intégrant dans ses locaux l'équipe du service social métropolitain et permettre ainsi d'être un guichet commun d'information, d'orientation et d'accompagnement, en mobilisant et coordonnant le réseau des partenaires institutionnels et associatifs du territoire.

- LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUX PARTENAIRES

Le monde associatif, dans tous les secteurs (sport, culture, solidarité, loisirs, anciens combattants, ...), subit également de plein fouet les effets de la crise sanitaire. Beaucoup de ses activités ont été mises à l'arrêt ou ont été restreintes, de manière plus ou moins prolongée, réduisant considérablement leur fréquentation et les recettes propres tirées de ces activités. Sans parler de la mise entre parenthèse des liens sociaux et de la convivialité qu'elles génèrent habituellement.

La ville souhaite donc maintenir son soutien financier au tissu associatif et à ses partenaires traditionnels afin de les aider à traverser cette mauvaise passe et être en capacité de rebondir quand la vie reprendra un cours normal. Il sera donc proposé que l'enveloppe globale des subventions aux associations (hors CCAS) reste, en 2021, au niveau du montant voté au BP 2020, soit **912 000 €**.

LES AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les efforts constants menés ces dernières années pour réaliser des **économies d'énergie et de fluides** dans les bâtiments communaux nous permettent de maintenir ce poste de dépenses à un niveau constant (**aux alentours de 1,1 M€**) malgré les hausses régulières des redevances de nos fournisseurs. Ces efforts seront amplifiés par les opérations structurelles qui seront menées sur l'hôtel de ville, l'école maternelle des Grands Crus ou le gymnase du Mail, investissements qui répondront à des exigences de haute qualité environnementale.

L'évolution des **autres charges générales de fonctionnement** sera également très dépendante de la crise sanitaire et du rythme de sortie de cette crise : on peut faire l'hypothèse que durant le premier semestre, l'activité d'un certain nombre de nos services restera réduite ou très contrainte, sinon momentanément à l'arrêt. L'ensemble des services pourrait reprendre une activité quasi normale au second semestre, permettant de mettre pleinement en œuvre les priorités du mandat municipal.

Enfin, les effets combinés d'une gestion active de notre dette et des taux très bas auxquels nous avons emprunté ces dernières années font que les **intérêts de la dette** poursuivent leur décroissance : 135 000 € au BP 2019, 116 000 € au BP 2020, 97 000 € prévus au BP 2021, soit une **baisse de plus de 28 % en trois ans**.

Au total, avec toutes les incertitudes que nous avons plusieurs fois évoquées, le montant prévu en 2021 de **l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement s'établit à hauteur de 22 600 000 euros**, soit une progression de près de **+1,5 % par rapport au BP 2020**, mais d'un peu moins de +1 % par rapport à 2019 (année de référence).

Ce chiffre est à mettre en regard du montant prévu à ce jour des **recettes réelles de fonctionnement** qui progresseraient à un rythme nettement moindre (**environ +0,15 % par rapport au BP 2020, environ +0,50 % par rapport au BP 2019**) et **pourraient s'établir à un peu plus de 24 M€**.

Cette évolution différenciée des ressources et des charges de fonctionnement entraîne *de facto* une **contraction de l'épargne brute** (autofinancement) qui était passée de 1,5 M€ à 1,65 M€ au BP 2020, mais qui retomberait, à ce stade de la préparation du BP 2021, à **1,35 M€**.

2. LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT

LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En 2020, le volume des investissements (hors remboursement du capital de la dette) s'était établi à 4,4 M€ contre 3,8 M€ en 2019. Cette année, les dépenses d'investissement vont encore progresser de manière significative pour atteindre **un peu moins de 7,3 M€**.

Ce volume conséquent d'investissement est conforme à la stratégie de la Municipalité et au programme municipal approuvé par les Cheneveliers en mars 2020 :

- L'avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole relatif au quartier du Mail a été signé le 4 décembre 2020.

Le coût global du projet est estimé, hors opération Kennedy, à **61,49 millions d'euros HT** dont :

- 38,99 millions d'euros consacrés aux interventions sur le cadre bâti,
- 9,10 millions d'euros consacrés à l'aménagement des espaces publics,
- 11,66 millions d'euros destinés aux équipements publics,
- 1,74 millions d'euros consacrés à l'ingénierie.

L'aide de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le quartier du Mail s'élève à **18,49 millions d'euros, dont 11,49 millions d'euros de subventions et 7 millions d'euros de prêts à taux bonifiés**.

En tant que maître d'ouvrage, la Ville de Chenôve s'engage à réaliser les opérations de requalification du gymnase du Mail et d'extension/réhabilitation de la bibliothèque François MITTERRAND. Ces opérations dont le montant total est évalué à **11,66 millions d'euros HT** seront subventionnées par l'ANRU à hauteur de 1,65 millions d'euros. La collectivité bénéficiera également du soutien financier de l'ANRU au titre de l'ingénierie (1,5 ETP) dédiée à la conduite opérationnelle et au suivi de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du quartier du Mail.

En 2021, la collectivité poursuivra le versement à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) **des avances de trésorerie** nécessaires à la réalisation de :

- l'opération "Centralité" (1 500 000 €) avec notamment le démarrage des travaux d'aménagement du parc sur l'emprise de l'ancien centre commercial,
- l'opération "Kennedy" (500 000 €) dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) qui devrait être créée suite à la concertation préalable conduite fin 2020.

Par ailleurs, dans le cadre de la **requalification du gymnase du Mail** dont les travaux devraient démarrer en mars 2021, il convient de prévoir l'inscription de crédits de paiements d'un montant de **2 950 000 € au titre de l'exercice 2021**. Ces crédits devront être complétés à hauteur de 2 080 000 € en 2022.

- Ce programme d'opérations de renouvellement urbain sera complété par des **travaux de rénovation** (notamment thermique) **et de grosses réparations** des bâtiments et équipements municipaux, parmi lesquels on peut citer :
 - La 2^{ème} tranche des travaux de l'Hôtel de ville : 501 000 €,
 - Le centre de loisirs du Plateau : démolition du bâtiment incendié et lancement de l'étude de programmation pour la reconstruction d'un bâtiment à haute qualité environnementale : 300 000 €,
 - La rénovation générale de l'école maternelle Jules Ferry (1^{ère} tranche) : 240 000 €,
 - La poursuite du programme pluriannuel d'accessibilité PMR avec une inscription budgétaire globale de 80 000 €.
- En matière **d'intervention sur l'espace public et d'amélioration du cadre de vie**, plusieurs opérations sont également prévues, avec une exigence environnementale appuyée :
 - L'implantation du marché dominical en centralité : 120 000 €,
 - La rénovation générale de la fontainerie et la création d'îlots de fraîcheur sur l'esplanade de la République : 98 000 €,
 - La végétalisation de la cour de récréation de l'école Bourdenières : 60 000 €,
 - La poursuite des aménagements de proximité au Jardin du Clos du Roy, place du 19 mars, allée des Mazières (Herriot 3^{ème} tranche) et sur le Plateau (reboisement) : 44 500 €.
- **Diverses interventions** sur les équipements sportifs (centre nautique, maison des sports, stade Léo Lagrange, ...), culturels (Cèdre) ou de loisirs pour la jeunesse (La Fabrique, base de Ternant) à hauteur de 135 000 €.

L'ensemble de ces projets d'investissement (hors opérations renouvellement urbain mais intégrant la soulte de 208 500 € versée à l'EPFL dans le cadre de la cession du bien immobilier 36 rue A. Thibaut) devrait donc s'établir à hauteur de **1,65 M€**.

Il convient d'ajouter à cette enveloppe de travaux une enveloppe pour **l'acquisition et le renouvellement du matériel** (informatique, logiciels, mobiliers, ...) à hauteur d'environ **388 000 €**.

Le remboursement du capital de la dette est évalué, quant à lui, en 2021 à 978 000 €.

LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Au stade du budget primitif, le financement de ces investissements sera assuré par le FCTVA, le produit de la cession foncière de l'immeuble sis rue Paul Bert et les subventions notifiées par l'État et l'Agence nationale du sport (ANS) pour la reconstruction du gymnase du Mail.

Dans le courant de l'année, la ville devrait bénéficier d'autres subventions. Des dossiers ont d'ores et déjà été déposés ou seront rapidement déposés au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) pour les travaux de rénovation thermique (hôtel de ville, école maternelle Jules Ferry et gymnase du Mail). Pour cette dernière opération, la ville a également sollicité la région et le département.

Des dossiers de subvention seront également déposés auprès de l'État pour les projets localisés dans le quartier du Mail éligibles à la Dotation Politique de la Ville (DPV).

Dans l'attente de l'attribution de ces nouvelles subventions et de la reprise de l'excédent 2020, ces recettes seront complétées par **le recours à l'emprunt** dont le montant global est évalué, à ce jour, à environ 5,6 M€. On peut cependant raisonnablement penser que le montant réel de l'emprunt nécessaire au financement de la section d'investissement sera plutôt **de l'ordre de 2,2 M€** cette année.

3. LES OBJECTIFS CONCERNANT LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET LE BESOIN DE FINANCEMENT

Conformément à l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, « *chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :*

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*
- *L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette. »*

Pour ce qui concerne l'exercice 2021, les objectifs de la commune seraient les suivants :

Dépenses réelles de fonctionnement	Besoin de financement
22,6 M€ maximum	4,7 M€ maximum au stade du budget primitif, avec comme objectif de ne pas excéder 1,3 M€ en fin d'exercice 2021

E – LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET LES DÉPENSES DE PERSONNEL

LES EFFECTIFS AU 01/01/2021

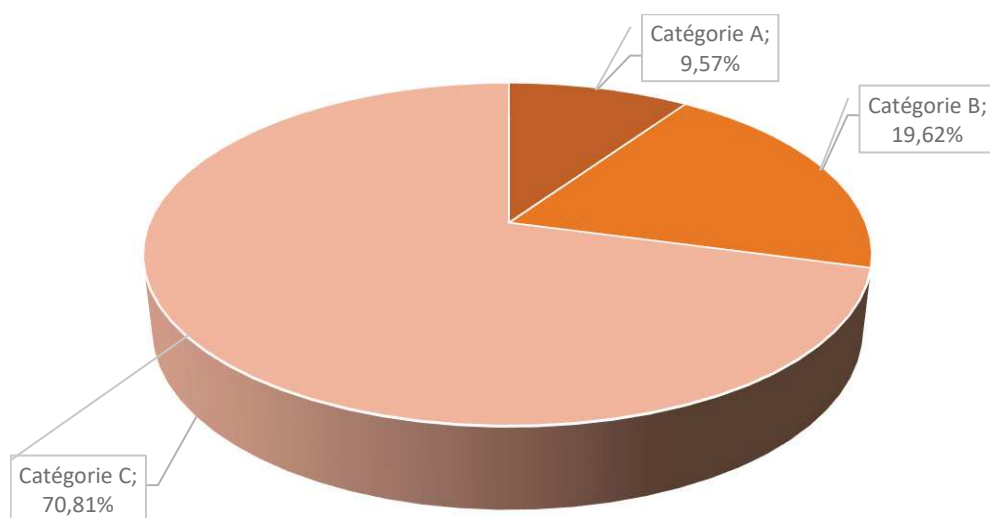
1. LES EFFECTIFS AU 1^{ER} JANVIER 2021

1.1 LA RÉPARTITION PAR STATUT

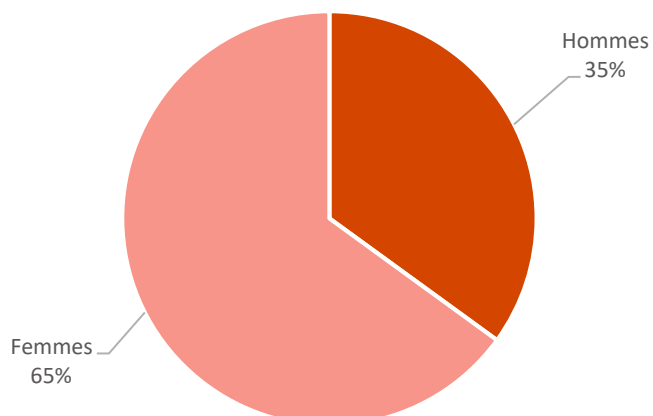
Fonctionnaires ¹	Contractuels de droit public	Contractuels de droit privé	Apprenti
308	114	0	1

¹ hors disponibilités et détachements et y compris les CDI

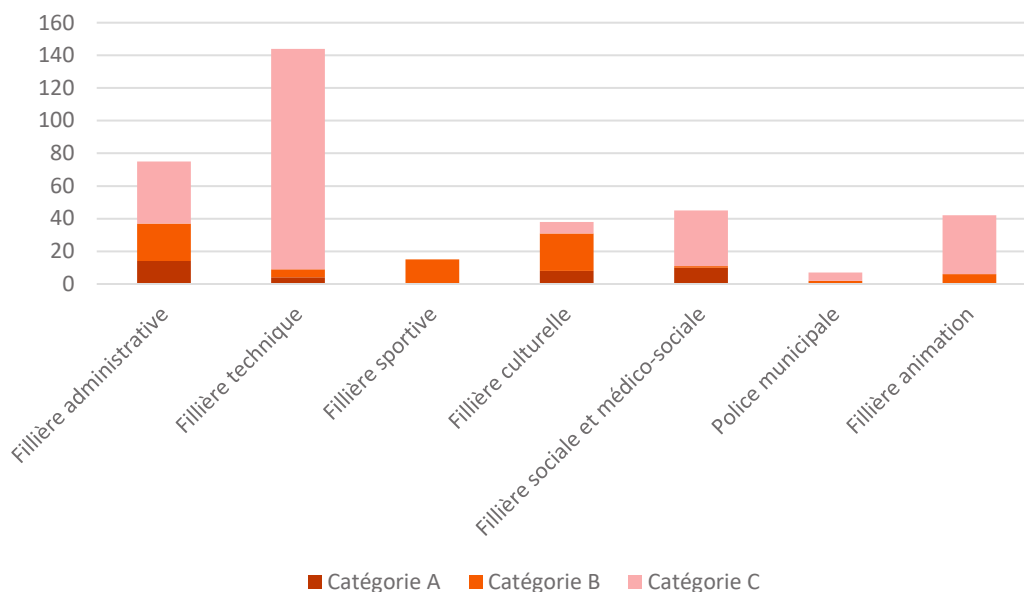
1.2 LA RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR CATÉGORIE



1.3 LA RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR SEXE



1.4 LA RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR FILIÈRE STATUTAIRE



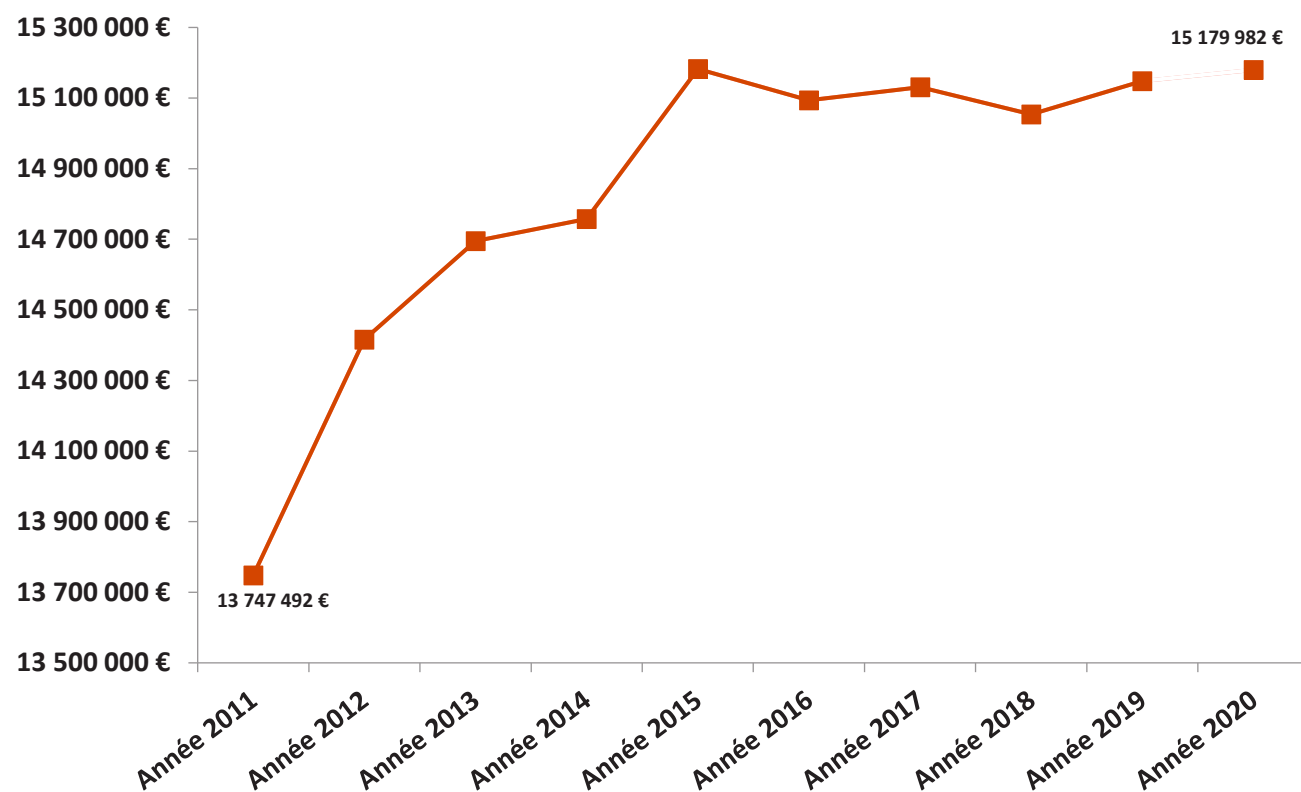
2. LES DÉPENSES DE PERSONNEL

2.1 LE BUDGET 2020

Le budget 2020 des ressources humaines s'élève à **15 179 982,00 €** et se décompose comme suit :

	En 2019	En 2020
Rémunération des titulaires	11 378 537,00 €	11 376 590,00
Rémunération des contractuels	3 045 110,00 €	3 196 118,00
Astreintes	36 604,00 €	31 637,00
Emplois aidés	82 258,00 €	18 253,00
Assistants maternelles	228 805,00 €	246 135,00
GUSO	160 957,00 €	56 249,00
Action sociale	140 000,00 €	170 000,00 €
Autres charges (dont GVT)	76 002,00 €	85 000,00 €
Total	15 148 273,00 €	15 179 982,00 €

2.2 L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE 2011 À 2020¹

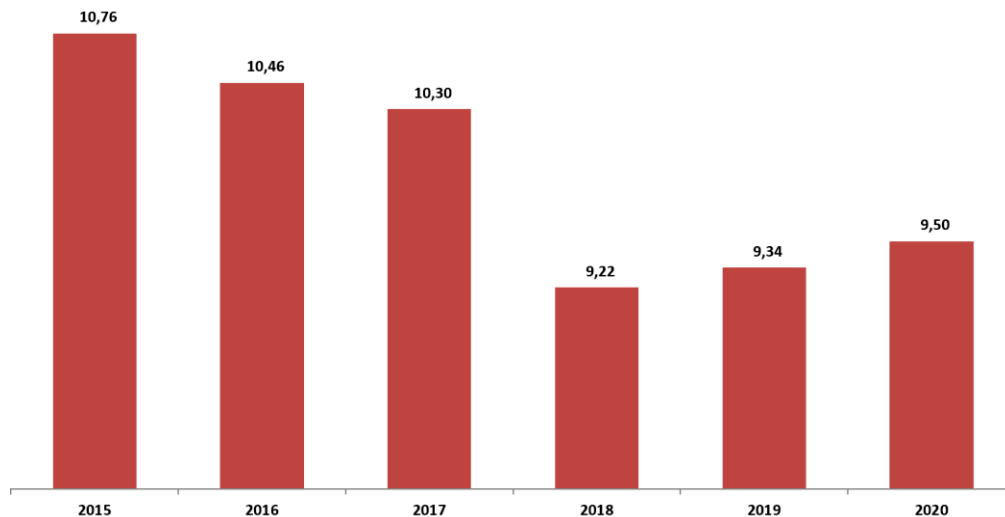


¹ De 2011 à 2019 : les montants retenus sont issus des comptes administratifs
 En 2020 : le montant retenu est une projection du compte administratif 2019

F – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ENDETTEMENT

1. LE NIVEAU D'ENDETTEMENT DE CHENÔVE AU 31 DÉCEMBRE 2020

Conformément aux objectifs annoncés lors du débat sur les orientations du budget 2020, à fin 2020, l'encours de dette de la ville progresse, passant de 9,3 M€ à fin 2019, à **9,5 M€**. Ce ressaut s'explique par la montée en puissance des investissements.



2. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DETTE

À la fin de l'exercice 2020, les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

- **Le taux d'intérêt moyen est encore en baisse, il s'élève à 1,11 %, contre 1,25 % en 2019**, (indicateur de performance, calculé en rapportant le montant des frais financiers des différents emprunts au montant total de l'encours de dette. Il permet de vérifier que le coût financier est cohérent avec les niveaux du marché).
- Encours réparti de manière diversifiée entre différents prêteurs :

Prêteur	Capital restant dû (CRD) au 31 décembre 2020	% du CRD
Caisse des Dépôts et Consignations	4 174 955,32 €	43,87 %
Banque Postale	2 623 980,45 €	27,57 %
CACIB ex BFT Crédit Agricole	1 459 980,00 €	15,34 %
Crédit Mutuel	609 141,29 €	6,40 %
Banque Populaire	339 192,14 €	3,56 %
Caisse d'Épargne	306 780,48 €	3,22 %
Autres prêteurs (CAF)	2 466,52 €	0,03 %
Ensemble des prêteurs	9 516 496,20 €	100,00%

Données estimatives au jour de la rédaction du rapport

- Répartition de l'encours de dette entre emprunts à taux fixe et à taux variable

L'encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2020 est composé de 11 emprunts. La structure comprend 52,35 % en taux fixe et 47,65 % en taux variable (dont 43,87 % indexés sur le livret A).

- Un encours de dette classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler.

La classification Gissler classe les emprunts en fonction d'une échelle de risque allant de 1A (emprunts ne comportant aucun risque) à 6F « hors charte » (emprunt à risque élevé). Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette est classé 1A, c'est-à-dire sans aucun risque au regard de la charte de Gissler.

2.1 DES RATIOS BIEN ORIENTÉS

- La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, devrait s'élever en 2020 à un peu plus de 4 ans. En 2021, son niveau devrait évoluer à la hausse, mais sans dépasser 5 ans.
- Sur la période 2014-2018, l'encours de dette par habitant est toujours demeuré en-dessous de la moyenne de la strate. Bien que les ratios 2019 et 2020 ne soient pas encore disponibles, la dette par habitant devrait rester en-deçà de celle des villes de 10 à 20 000 habitants.

€ par habitant	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chenôve	852,00 €	760,00 €	736,00 €	645,00 €	649,00 €	663,00 €	675,00 €
Moyenne strate	957,00 €	954,00 €	931,00 €	907,00 €	886,00 €		

2.2 LES OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENDETTEMENT POUR 2021

La hausse significative des investissements entrainera un recours à l'emprunt en 2021 et 2022 plus important que les années précédentes. En 2021, il devrait atteindre environ **2,2 millions €**. Compte tenu du niveau du remboursement du capital de la dette en stock (978 390 €), l'encours à fin 2021 devrait en conséquence augmenter, mais tout en restant à un niveau soutenable.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_003

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

AVANCES SUR LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE CHENÔVE AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021

Pour permettre aux associations de poursuivre leurs activités dans l'attente du vote du budget 2021, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à procéder au versement d'une avance sur subventions aux associations selon les modalités suivantes :

- pour les associations sous convention avec la ville, la quotité de l'avance correspond aux modalités contractuelles, soit 30 ou 50 % du montant attribué en 2020
- pour les autres associations bénéficiaires en 2020 d'une subvention de 1000 € et plus, il est proposé de verser 50 % de la subvention de 2020 dans la limite du montant sollicité pour 2021.

Il est ainsi proposé d'autoriser les avances de subventions aux associations comme suit :

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT DE L'AVANCE
AGDM	19 250 €
ALACEP P'tit Bleu P'tit Jaune	5 000 €
ART PUBLIC Festival Mode de Vie	1 400 €
ARTS MARTIAUX CHENOVE	3 196 €
ASMC	975 €
ASSOCIATION DECOUVERTE ET ORIENTATION CHENOVE	5 409 €

ASSOCIATION TIR A L'ARC	2 497 €
ATHLETIC CLUB CHENOVE	8 317 €
BASKET CLUB CHENOVE	19 884 €
CENTRE MEDICO SPORTIF	3 310 €
CERCLE SPORTIF LAÏQUE	4 925 €
CHENOVE NATATION	16 627 €
CHENOVE RUGBY CLUB	8 616 €
CHENOVE TRIATHLON CLUB	3 794 €
CIDFF21	1 000 €
CLUB MONTAGNE CHENOVE	473 €
COLLECTIF CARNAVAL CHENOVE	2 150 €
COMITE DE JUMELAGE DE CHENOVE	2 500 €
COOL SWINGERS JAZZ	825 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	3 574 €
EQUI-SENS BFC	1 750 €
FIGURE2STYLE	16 333 €
FRANCE VICTIMES 21 (ADAVIP)	1 000 €
HANDBALL CLUB CHENOVE	3 956 €
INDEPENDANTE DE CHENOVE	9 007 €
LES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DE CHENOVE	535 €
LES AMIS DU LIEN SOCIAL	600 €
LUTTE CLUB CHENOVE	6 571 €
MJC CHENOVE	76 367 €
MUSIQUE MUNICIPALE CHENOVE	13 780 €
MOBY DICK	4 227 €
OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE	1090 €
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	18 124 €
PIONNIERS DE FRANCE	2 500 €
PIROUETTE CACAHOUETE	20 000 €
TENNIS CLUB CHENOVE	3 170 €
TRES D'UNION	2 000 €
VOLLEY CLUB CHENOVE	4 185 €

WISLA KRAKOWIAK	500 €
TOTAL	299 417 €

En outre afin de couvrir les besoins de trésorerie du CCAS, il convient de prévoir une avance de 200 000 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 21 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à mandater les avances aux associations et au C.C.A.S. de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. HABERKORN



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_004

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DISPOSITIF DE COMPOSTAGE PARTAGÉ POUR LES AGENTS DE LA VILLE ET DU C.C.A.S. – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE CHENÔVE

Afin de réduire sa production de déchets, Dijon Métropole souhaite développer le compostage partagé dans les quartiers, immeubles, entreprises ou collectivités en proposant un accompagnement technique et un suivi aux sites volontaires.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la transition écologique, la Ville de Chenôve s'est notamment engagée dans une démarche de changement des pratiques et de sensibilisation de ses agents aux éco-gestes avec la mise en place du tri sélectif dans les bâtiments communaux et l'installation de composteurs dans les groupes scolaires.

Dans l'objectif de poursuivre la démarche engagée, il est proposé d'installer, dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville, un composteur partagé destiné à recevoir les déchets compostables des agents de la collectivité (résidus issus de leurs foyers, restes de repas, ...).

Le projet de convention joint à la présente délibération précise les modalités d'accompagnement et de suivi proposées par la métropole :

- mise à disposition des bacs de compostage,
- formation des agents référents pour la gestion du compost et suivi du composteur par l'association Arborescence, pour la première année,
- aide et accompagnement, en cas de dysfonctionnement, par les services métropolitains après la première année de mise en service.

Au titre de cette convention, la Ville de Chenôve s'engage à :

- identifier les agents volontaires qui seront chargés, après avoir suivi une formation,

- de la gestion du composteur,
- verser la somme de 100 euros à Dijon Métropole en contrepartie de la mise à disposition du matériel et de l'accompagnement de la démarche.

Vu le projet de convention entre Dijon Métropole et la Ville de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre Dijon Métropole et la Ville de Chenôve conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALGONNET**
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION COMPOSTAGE PAR FACE SITE COMMUNAL

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Affiché le 04/02/2021

ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_004-DE

Demandeur	
Nom de la commune : Chenôve	
Contact de la personne qui suit le projet :	
Nom/prénom : FINCK Annabelle Tel : 03 80 51 56 10 Mail : annabelle.finck@ville-chenove.fr	
Identification du site	
Site concerné par le compostage partagé : Hôtel de Ville de Chenôve	
Adresse : Mairie de Chenôve, 2 Place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE	
Identification de la structure support	
Structure en appui du site : Ville de Chenôve	
Adresse : 2 place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE	
Identification des guides composteurs du site	
Guide composteur 1	Guide composteur 2
Nom : FINCK	Nom :
Prénom : Annabelle	Prénom :
Tél : 03 80 51 56 10	Tél :
Mail : annabelle.finck@ville-chenove.fr	Mail :
Structure : Ville de Chenôve	Structure :
Identification des référents de site	
Référent 1	Référent 2
Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Tél :	Tél :
Mail :	Mail :
Référent 3	Référent 4
Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Tél :	Tél :
Mail :	Mail :
Référent 5	Référent 6
Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Tél :	Tél :
Mail :	Mail :

Les engagements de Dijon métropole :

- Installer, mettre à disposition le matériel et assurer la maintenance de la placette,
- Accompagner à l'approvisionnement de la placette en structurant,
- Apporter un accompagnement technique via les maîtres composteurs de l'association Arborescence qui :
 - Forment les personnes référentes,
 - Assurent un suivi de la placette de compostage et un appui technique pendant un an,
 - Soutiennent et accompagnent les personnes référentes lors des événements,
 - Et peuvent intervenir à tout moment pour éviter tout dysfonctionnement, répondre à toutes questions au sein de l'entreprise...

Les engagements de la commune :

La commune s'engage à :

- identifier à minima **2 guides composteurs et 2 référents composteurs par site**,
- autoriser l'accès au site par les représentants de Dijon métropole afin d'informer les personnes du dispositif (si nécessaire),
- de veiller à l'organisation de la filière de structurant pour l'année 2,
- fournir le site d'outils de jardinage (griffe, pelle...)
- et veiller à la réutilisation du compost au sein du site.

Les engagements des « guides composteurs et référents composteurs » :

La gestion de la placette de compostage partagé est assurée de manière volontaire et participative par **les guides et référents de site**.

Ils s'engagent à :

- informer, conseiller et motiver les personnes participantes au compostage,
- compléter le journal de suivi,
- suivre les modules de formation (deux jours et demi pour les guides et deux demi-journées pour les référents),
- et veiller au bon fonctionnement des composteurs et avertir de Dijon métropole en cas de dysfonctionnement ou de détérioration.

La commune a pris connaissance de la convention et souhaite s'engager dans le projet de compostage partagé en versant la somme de 100 euros à Dijon Métropole par mandat administratif.

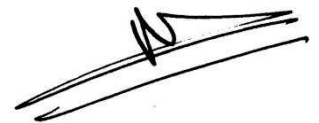
Fait à

Date

Le maire de la commune

Les guides et référents composteurs

Dijon métropole



**Merci de retourner l'exemplaire de la convention
soit par courrier à Melle Nourrin au service collecte de Dijon métropole 40 avenue du Drapeau 21 000 DIJON
soit par mail à enourrin@metropole-dijon.fr**

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_005

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

INTENTION DE CANDIDATURE À « VILLE AMIE DES ENFANTS » EN PARTENARIAT AVEC L'UNICEF

« Ville amie des enfants » est une initiative internationale portée par UNICEF. Une ville amie des enfants est une ville qui s'engage à respecter les droits de l'enfant. C'est une ville dans laquelle la voix, les besoins, les priorités et les droits des enfants font partie intégrante des politiques, des décisions et des programmes publics. Une ville amie des enfants est donc une ville adaptée à toutes et à tous.

La ville de Chenôve souhaite devenir partenaire d'UNICEF France et obtenir le titre « Ville amie des enfants » pour le présent mandat électoral 2020-2026.

Pour cela, la ville de Chenôve souhaite tout d'abord confirmer son intention de candidater pour devenir partenaire d'UNICEF France. Ce processus de candidature à vocation à élaborer et à présenter à UNICEF France un plan d'actions municipal 2020-2026 pour l'enfance et la jeunesse en lien avec le projet éducatif global de la collectivité.

La plan d'actions reposera sur les engagements suivants, communs à toutes les villes du réseau :

- Le bien-être de chaque enfant et chaque jeune,
- La lutte contre l'exclusion, la discrimination et pour l'équité,
- Un parcours éducatif de qualité,
- La participation et l'engagement de chaque enfant et chaque jeune,
- Le partenariat avec UNICEF France.

Au-delà des actions sur lesquelles la Ville souhaitera spécifiquement s'engager, il est précisé que l'appartenance au réseau « Ville amie des enfants » UNICEF France demande à toutes les collectivités d'affirmer leur engagement à :

- Élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la Ville en collaboration avec l'ensemble des élus, des agents de la collectivité et des habitants du territoire.
- Permettre la formation des élu.es et agent.es de la collectivité aux droits de l'enfant et à leur application sur le territoire.
- Concevoir, approuver et mettre en œuvre un plan d'actions pour être « Ville amie des enfants » pendant la durée du mandat électoral municipal, et ce en étroite collaboration avec UNICEF France et ses partenaires éventuels. La participation active aux groupes de travail et de réflexion thématiques ou généralistes liées aux engagements et recommandations VAE est fortement recommandée.
- Suivre les progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'actions et assurer la collecte des données pertinentes, dans le but d'identifier et de pallier les obstacles potentiels à la mise en œuvre du plan d'actions.
- Communiquer sur l'appartenance de la ville au réseau « Ville amie des enfants » pour en partager la philosophie et les objectifs et de diffuser largement les actions et progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'actions, notamment auprès des enfants et des jeunes eux-mêmes et de l'ensemble de la population du territoire.
- Mettre en œuvre la Consultation nationale des 6/18 ans d'UNICEF France au moins une fois sur le mandat et tirer matière à réflexion des extractions locales de résultats.
- Promouvoir les droits de l'enfant en célébrant, chaque année, la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre et en participant, chaque année, à au moins un événement ou projet de sensibilisation et d'engagement d'UNICEF France destinés à accompagner enfants et adultes sur la nécessité de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France et à travers le monde. Il peut notamment s'agir du Prix UNICEF de littérature jeunesse, de la littérature jeunesse, de la Nuit de l'Eau, d'UNIday et de tout autre projet non existant à ce jour. L'ensemble de ces éléments est disponible et en téléchargement libre sur le site www.myunicef.fr.
- Accompagner et encourager l'implication des comités et délégations bénévoles locales d'UNICEF France à mener l'ensemble de leurs actions de sensibilisation, d'engagement et de solidarité sur le territoire.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 21 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'obtenir le titre « Ville amie des enfants » en partenariat avec l'UNICEF pour le présent mandat électoral 2020-2026,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**

Date : 04/02/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_006

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ORCHESTRE À L'ÉCOLE BOURDENIÈRES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE CÔTE-D'OR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve, par l'intermédiaire de son Conservatoire à rayonnement communal (C.R.C) et la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Côte-d'Or sont engagées en faveur de la pratique artistique et musicale sur le temps scolaire grâce notamment aux Orchestres à l'École (O.A.E.).

Ce partenariat dynamique fut initié dès 2011 avec la mise en place de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Les Violettes, et en 2017, avec la création de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Gambetta, puis en 2019 par la création de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Ferry. Rappelons qu'un dispositif similaire existe également au collège du Chapitre.

Après concertation des équipes pédagogiques de l'école des Violettes et des partenaires de l'éducation nationale, il a été acté de permettre à un nouvel établissement de bénéficier de ce dispositif en remplacement de l'école des Violettes qui en a bénéficié depuis neuf années.

Cet O.A.E sera donc implanté au bénéfice de l'école élémentaire Bourdenières et visera à créer un orchestre à vent. Cet ensemble poursuivra les objectifs suivants :

- renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les

- établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- établir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire.

Au sein de l'école élémentaire Bourdenières, le dispositif a pour objectif d'assurer un enseignement réparti sur 1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 20 semaines, soit 30 heures/année pour l'année 2020/2021 et sur une période de 30 semaines, soit 45 heures/année à partir de l'année scolaire 2021/2022.

- de pratique de l'instrument avec un professeur de musique
- de pratique d'orchestre sous la direction d'un enseignant du CRC

La ville de Chenôve devra veiller à :

- assurer la maîtrise d'ouvrage du projet,
- assurer le fonctionnement de l'Orchestre à l'École par l'intervention des enseignants du CRC, selon un planning hebdomadaire,
- fournir et assurer les instruments et l'ensemble du matériel nécessaire à la pratique
- assurer la logistique du dispositif, notamment en mettant à disposition les locaux nécessaires.

Le partenariat sera formalisé par convention, prendra effet dès sa signature et sera effective pour trois années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022-2023.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale « Orchestre à l'École » au bénéfice de l'école élémentaire Bourdenières,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONVENTION DE PARTENARIAT ORCHESTRE A L'ECOLE Ecole Bourdenières - CHENOVE

Entre les soussignés :

La direction des services départementaux de l'éducation nationale du département de la Côte d'or, représentée par **Madame Pascale COQ**, directrice académique des services de l'éducation nationale de la Côte d'Or, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or.

Et

La Ville de Chenôve, représentée par Monsieur **Thierry FALCONNET**, agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 01 février 2021.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

CONSIDERANT que :

- L'éducation artistique et culturelle contribue à la réussite et à l'épanouissement des élèves, notamment par le développement de l'autonomie et de la créativité, la diversification des moyens d'expression et l'appropriation de savoirs, de compétences et de valeurs. Elle constitue une composante de la formation générale dispensée à tous les élèves.

- Contribuant à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture, l'éducation artistique et culturelle « favorise la connaissance du patrimoine culturel et de la création contemporaine et participe au développement de la créativité et des pratiques artistiques... ».

- L'éducation artistique et culturelle comprend un parcours dont les modalités sont fixées par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministère de la culture et de la communication. Ce parcours est mis en œuvre localement, notamment à travers les projets éducatifs territoriaux. Des acteurs du monde culturel et artistique et du monde associatif peuvent y être associés.

- L'éducation artistique et culturelle constitue une mission prioritaire et commune du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministère de la culture et de la communication. Sa généralisation passe par l'initiation à de véritables pratiques artistiques.

- Trop peu d'enfants ont accès aujourd'hui à une pratique musicale vocale ou instrumentale, malgré les efforts importants et soutenus de l'État, des collectivités territoriales et des divers acteurs. Des barrières sociales, culturelles, géographiques, financières expliquent pour une large part cette situation.

- Or, il est reconnu que la pratique musicale est un facteur de réussite scolaire. À la fois espace de plaisir et de rigueur, elle contribue, au-delà du seul aspect artistique, à l'apprentissage de la maîtrise de soi et à l'entraînement de la mémoire et de l'attention.

- C'est tout particulièrement le cas des pratiques collectives qui supposent une responsabilité et une maîtrise individuelles mises au service d'un travail de groupes et contribuent à la sérénité du climat au sein de l'école ou de l'établissement comme au dynamisme de la vie scolaire.

- Le développement des pratiques orchestrales, qui adossent l'apprentissage orchestral, participe de cette même ambition de démocratisation culturelle au sein des établissements scolaires. Si les orchestres scolaires peuvent être mis en place dans tous les établissements, une attention particulière sera portée à ceux relevant du programme REP+ et des zones rurales.

CONSIDERANT que la Ville de Chenôve s'engage dans le développement de l'éducation artistique et culturelle en direction des élèves scolarisés sur son territoire en l'inscrivant dans une continuité éducative avec les activités hors temps scolaire qu'elle propose,

CONSIDERANT que l'intervention en milieu scolaire est l'une des missions du Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique et de Danse (CRC) et que la création d'un « Orchestre à l'École » s'inscrit dans son projet d'établissement,

ARTICLE 1 : OBJET

La Ville de Chenôve et la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte d'Or décident d'implanter un « Orchestre à l'École » sur le territoire communal, selon les modalités décrites dans la convention cadre établie entre le ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministère de la Culture et de la Communication et l'association « Orchestre à l'Ecole » - dont les objectifs sont les suivants :

- Renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- Permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- Mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- Etablir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire,
- Faciliter l'accès des jeunes à l'ensemble de l'offre culturelle autonome de futurs citoyens.

Il est convenu que, débutant la première année sur une classe de CE2, le dispositif a vocation à se dérouler sur 3 ans, selon le calendrier prévisionnel ci-dessous :

	2020/2021	2021/2022	2022/2023
CE2	X		
CM1*		X	
CM2			X

**si les conditions le permettent, les 8 CE2 n'ayant pu bénéficier de l'OAE en 2019/2020, car étant dans une autre classe que la classe de CE2 bénéficiaire de l'action, pourront être intégrés à l'orchestre en septembre 2021.*

L'enseignement musical, entièrement gratuit, est intégré dans le temps scolaire et périscolaire, selon un projet pédagogique annuel défini et annexé à cette convention.

ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION

Au sein de l'école élémentaire « Bourdenières » à Chenôve, le dispositif a pour objectif d'assurer un enseignement réparti ainsi :

- 1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 20 semaines, soit 30 heures/année pour l'année 2020/2021 et sur une période de 30 semaines, soit 45 heures/année à partir de l'année scolaire 2021/2022.
- de pratique de l'instrument avec un professeur de musique
- de pratique d'orchestre sous la direction d'un enseignant du CRC

Les activités se dérouleront dans les locaux scolaires ou dans les locaux du CRC. Dans tous les cas, les élèves sont soumis au règlement intérieur des locaux où ils se trouvent.

ARTICLE 3 : ORGANISATION

L'ensemble des enseignements proposés trouvera son aboutissement dans des auditions ou concerts en public sur un espace scénique dédié.

Si l'organisation pédagogique par groupe le nécessite, la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or, sur le temps scolaire, autorise le déplacement des élèves avec leur enseignant ou un accompagnateur désigné par la Ville. Dans tous les cas, les taux réglementaires d'encadrement seront respectés.

La participation des professeurs du CRC aux activités scolaires ne modifie pas la responsabilité de l'enseignant de la classe.

En cas d'absence du professeur d'enseignement musical, le directeur d'école doit être averti dans les meilleurs délais, par le directeur du CRC qui devra pourvoir au remplacement.

En cas d'empêchement, du fait de l'école, du déroulement des interventions, le directeur d'école prévient le directeur du CRC dans les meilleurs délais.

Une large information sur le contenu pédagogique de l'enseignement dispensé et les emplois du temps sera diffusée aux parents d'élèves en début d'année scolaire et après chaque modification éventuelle significative. Les modalités d'organisation des concerts seront également communiquées aux familles dès qu'elles auront été arrêtées.

Chacun des partenaires s'engage à assurer une large communication autour du projet, à concourir à la pérennisation du dispositif, objet de la présente convention selon ses compétences et moyens propres.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 4-1 : Obligations de la Ville de Chenôve

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet artistique et culturel, la Ville :

- assure la maîtrise d'ouvrage du projet,
- assure le fonctionnement de l'Orchestre à l'Ecole par l'intervention des enseignants du CRC, selon un planning hebdomadaire,
- fournit et assure les 24 instruments (6 flûtes, 6 clarinettes, 6 saxophones, 6 trompettes) et l'ensemble du matériel nécessaire au bon déroulement de ce projet.
- assure la logistique du dispositif, notamment en mettant à disposition les locaux nécessaires.

Dans ce cadre, le CRC :

- en concertation et complémentarité avec l'école, élabore le projet artistique et pédagogique et organise l'enseignement musical,
- sous l'autorité de son directeur, est le garant du bon fonctionnement du dispositif : en concertation avec l'école Bourdenières à Chenôve, il organise le suivi des interventions, organise les réunions, anime le comité de pilotage et réalise le bilan annuel.
- se porte garant de la qualité de l'enseignement et s'assure que les intervenants ont les qualifications et les agréments nécessaires,
- s'engage à faciliter la participation des élèves des écoles de la Ville aux opérations qu'il organise.

Article 4-2 : Obligations de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or

La direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or, dans le cadre de ses moyens :

- mobilise les équipes éducatives et les enseignants,
- apporte l'expertise de ses corps d'inspection,
- s'engage à aménager les emplois du temps des élèves de telle sorte qu'ils puissent recevoir leur enseignement en formation instrumentale et orchestrale (45h annuelles, sur le temps scolaire)
- agréé les "intervenants musique" afin de leur permettre d'intervenir avec du public scolaire pendant le temps scolaire.

Dans ce cadre l'école élémentaire Bourdenières à Chenôve :

- en concertation et complémentarité avec le CRC, élabore le projet artistique et pédagogique et organise l'enseignement de l'éducation musicale.
- sous l'autorité de l'inspecteur de l'éducation nationale dont elle dépend, veille au bon fonctionnement du dispositif ; en concertation avec le CRC, elle organise le suivi des interventions, les réunions, anime le comité de pilotage et réalise le bilan annuel.
- veille à la cohérence du dispositif avec les objectifs du projet d'école et à son rayonnement au sein de l'école (lien avec les autres élèves de l'école et les projets existants)
- s'engage à faciliter la participation des élèves et la mobilisation des familles aux opérations organisées dans le cadre de l'OAE.

ARTICLE 5 : SUIVI PEDAGOGIQUE, REGULATION ET EVALUATION ANNUELLE

Chacun des partenaires s'engage à inviter ses cocontractants, à titre consultatif, au conseil d'établissement du CRC et conseils d'école ou autres comités quand le projet, objet de la présente convention figure à l'ordre du jour.

Un groupe de pilotage est constitué. Il est composé comme suit :

- du Maire de la Ville, ou de son représentant, Président du groupe de pilotage,
- de la directrice académique des services de l'éducation nationale, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or ou de son représentant,
- de l'Inspectrice de l'éducation nationale de la circonscription, ou de son représentant,
- du directeur des affaires culturelles de la Ville de Chenôve,
- du directeur du CRC,
- du coordinateur du projet Orchestre à l'Ecole au sein du CRC,
- du directeur de l'école concernée,
- du professeur des écoles en charge de la classe,
- du conseiller pédagogique départemental Éducation Musicale auprès de la direction des services de l'éducation nationale de la Côte-d'Or,

Le groupe de pilotage pourra inviter toute personne, à titre d'expert et pour avis consultatif, à participer aux réunions. Il pourra déléguer une partie de ses membres pour organiser des groupes de travail intermédiaires (comités techniques). Ces groupes auront vocation à réguler le fonctionnement du projet.

Un bilan quantitatif, qualitatif et financier, dont les modalités seront déterminées par le comité de pilotage, devra être réalisé avant la fin de l'année scolaire. Cette évaluation aura pour objectif de déterminer les caractéristiques opérationnelles de fonctionnement du dispositif pour l'année scolaire suivante.

Les éléments ci-dessous sont annexés à la présente convention et seront actualisés chaque année :

- projet artistique et pédagogique,
- liste nominative des professeurs de l'éducation nationale et des professeurs du CRC concernés par le dispositif,

- planning des interventions des professeurs de musique (calendrier, lieu, horaire) conjointement par l'école et le CRC,
- organisation des déplacements, si nécessaire,

Envoyé en préfecture le 04/02/2021
 Reçu en préfecture le 04/02/2021
 Affiché le 04/02/2021
 ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_006-DE

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature et sera effective pour quatre années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022 – 2023.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

La présente convention peut être dénoncée, soit par accord entre les parties, soit, à défaut, à l'initiative de l'une d'entre elles, moyennant un préavis de six mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige. A défaut tout contentieux afférent à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat sera soumis au Tribunal administratif de Dijon conformément aux articles R.312-1 et suivants du code de justice administrative.

Fait à Chenôve

Le

En quatre exemplaires originaux

Le Maire de CHENÔVE

**La directrice académique des services de
 L'éducation nationale
 Directrice des services départementaux de
 L'éducation nationale de la Côte-d'Or**

Thierry FALCONNET

Pascale COQ

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_007

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA FÉDÉRATION DES MUSIQUES ACTUELLES DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (F.E.M.A.)

La Fédération des Musiques Actuelles de Bourgogne-Franche-Comté (F.E.M.A.) vise à fédérer l'ensemble des acteurs de la filière des musiques actuelles de notre région.

C'est un espace de dialogue et de concertation qui s'incarne à travers plusieurs temps de travail tout au long de l'année. Son objectif est de favoriser l'exposition et le développement des artistes et des structures qui les accompagnent et qui les diffusent, dans les champs amateurs et professionnels.

Cette fédération compte 52 structures publiques et privées adhérentes en 2020, exerçant les métiers liés au management et l'accompagnement d'artistes, l'édition, la production phonographique, la programmation, l'action culturelle et la médiation, l'administration, la communication, la coordination de festival, la technique, les médias, la ressource et le conseil.

La F.E.M.A. vise à :

- mutualiser des expériences, des moyens et des compétences de ses membres visant à un développement commun,
- favoriser la concertation et la structuration dans le secteur des musiques actuelles,
- représenter la filière des musiques actuelles auprès des pouvoirs publics et des organismes professionnels du secteur de la musique et du spectacle vivant,
- soutenir et accompagner la pérennisation et le développement de ses membres.

L'adhésion annuelle est de 30 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date

du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'adhésion de la ville de Chenôve à la Fédération des Musiques Actuelles de Bourgogne et de Franche-Comté (F.E.M.A.),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_008

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

SAISON CULTURELLE – MISE À JOUR DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DES BILLETS DE LA SAISON CULTURELLE ET DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE EN LIGNE

Pour permettre la vente des billets de la saison culturelle municipale, la ville de Chenôve a mis en place deux documents supports :

- par une délibération du 27 juin 2016, les conditions générales de vente des billets de la saison culturelle,
- par une délibération du 26 septembre 2016, les conditions générales de vente en ligne.

Depuis 2016, plusieurs dispositions doivent être mises à jour. Par ailleurs, pour garantir la continuité du service durant la crise sanitaire de la COVID-19, plusieurs adaptations de la jauge, des placements et des remboursements, il convient de les intégrer dans ces documents. Il est donc proposé au conseil d'approuver l'actualisation des conditions générales de vente et les conditions générales de vente en ligne notamment :

- **Concernant les conditions générales de ventes**
 - intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 :

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 6 :

Pour des raisons sanitaires, les spectateurs doivent respecter les consignes d'accès, de circulation et de sortie du bâtiment. Toute personne refusant de se soumettre à ces formalités et consignes se verra refuser l'accès du Cèdre.

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 7 C

En cas d'annulation définitive d'un événement décidée par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.

Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

Seul le prix du billet sera remboursé. Aucun frais annexe de quelque nature que ce soit (transport, hôtellerie, parking, ...) ne sera remboursé ou dédommagé.

En outre, les demandes de remboursement devront intervenir dans un délai le plus court possible suivant l'annulation du spectacle.

En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

- **Concernant les conditions de vente numérique**

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 :

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

- modifier l'article 7 en ce sens :

Les billets achetés ne sont ni repris, ni échangés, ni remboursés, même en cas de perte ou de vol, de changement de programme ou de distribution indépendante de notre volonté (loi du 27 juin 1919 modifiée).

En cas d'annulation de la représentation décidée par la ville de Chenôve, les billets pourront être remboursés ou reportés sur une autre représentation du même spectacle. En aucun cas, ils ne seront reportés sur un autre spectacle.

En cas d'annulation définitive d'un événement décidé par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du Relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.

Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

En cas d'interruption d'une représentation après la première moitié d'un spectacle, pour quelque motif que ce soit, les billets ne seront ni repris, ni échangés pour une autre date, ni remboursés. En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

- ajouter à l'article 9 le paragraphe suivant :

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 20 juin 1978 n°2018-493, et au règlement général sur la protection des données 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concerne. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il doit adresser une demande à rgpd@ville-chenove.fr. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les modifications aux conditions générales de vente et conditions de vente en ligne des spectacles de la saison culturelle,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

ANNEXE 108.1

VILLE DE CHENÔVE – DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DES BILLETS DE LA SAISON CULTURELLE

Préambule

Les présentes conditions générales s'appliquent à la vente, en abonnement et à l'unité, des billets de spectacles achetés auprès de la Direction des Affaires Culturelles de la ville de Chenôve. La ville de Chenôve se réserve le droit d'apporter toute modification aux dites conditions générales de vente.

1. MODALITES D'ACHAT DES BILLETS ET MODES DE REGLEMENT

a. Au guichet du Cèdre

i. Horaires d'ouverture

La billetterie située à l'accueil du Cèdre est ouverte selon les modalités en vigueur.

L'accueil téléphonique au 03 80 51 56 25 est ouvert aux mêmes horaires.

ii. Modes de paiement

Les modes de paiement suivants sont acceptés : chèques bancaires à l'ordre de *Régie Culture Chenôve*, espèces, cartes bancaires, virements. Toutes les commandes sont réglables en une seule fois.

iii. Tarifs disponible

Tous les tarifs de billets à l'unité et les abonnements sont disponibles au guichet, sur demande par courrier et sur le site Internet du Cèdre à l'adresse suivante : www.cedre.ville-chenove.fr via la billetterie en ligne.

b. Sur le site Internet : www.cedre.ville-chenove.fr

Se référer aux conditions générales de vente de la billetterie en ligne.

2. PRIX

a. Billets à l'unité

Les tarifs ci-dessous sont en vigueur pour la saison 2020-2021 et reconductibles automatiquement pour les saisons suivantes. Ils sont susceptibles d'être mis à jour par délibération.

i. Programmation au Cèdre

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D	Tarif E	Tarif F	Tarif en famille
Tarif plein	15,00 €	20,00€	25,00 €	30,00 €	35,00 €	40,00 €	8,00 €
Tarif réduit	12,00 €	15,00 €	20,00 €	25,00 €	30,00 €	35,00 €	8,00 €
Abonnement 3 spectacles et +	10,00 €	12,00 €	17,00 €	22,00 €	27,00€	32,00 €	8,00 €
Groupes 30 personnes et +							
Moins de 18 ans	7,50 €	10,00 €	12,50€	15,00 €	17,50 €	20,00 €	5,00 €
Scolaires	7,50 €	10,00 €	12,50€	15,00 €	17,50 €	20,00 €	5,00 €

Carte culture Etudiant	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €		
Tarif Solidaire	5,00 €	6,00 €	8,00 €	11,00 €	12,50 €	16,00 €	3,00 €

ii. Dispositif Le Cèdre « Hors les murs »

Tarif unique « Le Cèdre hors les murs »	3,00 €
--	--------

iii. Tarifs spécifiques Festival A pas contés

Dans le cadre des spectacles co-programmés avec l'avec l'Association Bourguignonne culturelle dans cadre du Festival A pas contés.

TARIF SPECIFIQUE A PAS CONTES

Tarif Plein (adulte et jeune)	10 €
Tarif Réduit (adhérents ABC, abonnés partenaires, groupe collégiens et lycéens, demandeur d'emploi, C.E, familles nombreuses)	8 €
Tarif Groupe (tous les jeunes de moins de 10ans, les écoles élémentaires)	7 €
Tarif pour les intermittents, les professionnels du spectacle et les diffuseurs	5 €
Tarif carte culture étudiant	5,50 €

b. Définition des tarifs

Tarif plein : Tarif adulte de droit commun.

Tarif réduit : Demandeurs d'emplois ; étudiants , bénéficiaires des minimas sociaux (R.S.A., A.A.H., minimum vieillesse), bénéficiaires P.M.R. (gratuité pour un accompagnant) ; titulaires d'un titre relevant d'un partenaire culturel conventionné dans le cadre du dispositif « Nos voisins sont formidables » hors Chenôve sous réserve de réciprocité ; titulaires d'un titre relevant d'un partenaire conventionné dans le cadre de dispositifs spécifiques ; professionnels du spectacle (programmateurs, intermittents) ; titulaires de la carte Pass'Sport Culture, de la Carte M.J.C., de la Carte du Comité des œuvres sociales de Chenôve, de la carte de lecteur de la Bibliothèque Municipale ; élèves du Conservatoire de Chenôve ; membres de l'Office Municipal des Personnes Âgées de Chenôve ; groupes de 8 à 29 personnes ; membres des comités d'entreprise.

Moins de 18 ans : Personnes âgées de moins de 18 ans le jour de l'achat des places, sur présentation d'une pièce d'identité.

Scolaires : Tarif pour les élèves dans le cadre d'une sortie organisée par un établissement scolaire ou un établissement d'enseignements artistiques labellisés Ministère de la Culture. Gratuité reconnue pour l'enseignant et les accompagnateurs (maximum 5 personnes par classe)

Carte culture étudiant : sous réserve de présentation de la Carte Culture Etudiant éditée par Dijon Métropole en vigueur pour la saison en cours.

Solidaire : Tarif accordé aux personnes accompagnées par les structures médico-sociales conventionnées. Gratuité pour les accompagnateurs.

Groupes 30 pers et + : Achat simultané d'au moins 30 places pour une même représentation.

Abonnements 3 spectacles et plus : Achat simultané d'une place pour au moins trois spectacles produits par la Ville de Chenôve dans la saison en cours.

c. Abonnements

Les abonnements sont définis par saison culturelle par délibération selon une offre de spectacles sélectionnés.

d. Conditions d'attribution des tarifs préférentiels

L'obtention d'un billet à tarif préférentiel est subordonnée à la production du justificatif associé. Les billets à tarifs préférentiels et les abonnements sont nominatifs.

L'entrée en salle pourra être refusée à défaut de présentation des justificatifs correspondants.

e. Tarifs spécifiques

Dans le cadre de partenariats, certains spectacles pourront faire l'objet de tarifications dérogatoires adoptées au préalable par délibération du conseil municipal.

3. PLACEMENT / PLAN DE SALLE

En fonction de la configuration de la salle et de l'évènement, il peut être proposé :

- Des places assises numérotées
- Des places assises libres
- Des places debout libres sur le parterre

Dans le courant de la réservation, les places peuvent être indiquées sur un plan de salle si celui-ci est disponible. Dans le cas contraire, le plan de salle peut être fourni, sur demande, au guichet.

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

4. RESERVATIONS

La billetterie du Cèdre peut prendre des réservations en attente de paiement, à l'exclusion des spectacles spécifiquement mentionnés gratuits avec réservation obligatoire.

Dans ce cas, les places réservées par téléphone ou par mail adressé à cedre.billetterie@ville-chenove.fr, sont à retirer avant le spectacle, aux horaires d'ouverture de la billetterie.

5. CONDITIONS D'UTILISATION DES BILLETS

a. Conditions d'utilisation

Chaque billet n'ouvre droit qu'à une seule place. L'utilisateur du billet s'engage à respecter le règlement intérieur affiché à l'entrée du Cèdre. Les billets ne peuvent être ni repris, ni échangés, ni remboursés, notamment en cas de perte, de vol ou de cas de force majeure reconnu par la loi et la jurisprudence.

b. Duplicata

Aucun duplicata de billet ne sera délivré, sauf accord spécifique de la Ville de Chenôve et restreint aux ventes placées, identifiées nominativement. Dans ce cas, les duplicatas seront à retirer au guichet le soir même sur le lieu de la représentation.

c. Revente de billet

Chaque billet est nominatif et personnel et ne peut être revendu que dans le respect de la loi du 12 mars 2012 n°2012-348 sur l'Organisation des manifestations sportives et culturelles, laquelle interdit, sous peine de sanctions pénales, de vendre de manière habituelle des billets pour des manifestations culturelles ou sportives, sans autorisation expresse de l'organisateur ou du propriétaire des droits d'exploitation

d. Reproduction de billet

Il est strictement interdit de reproduire, dupliquer ou contrefaire un billet de quelque manière que ce soit. La reproduction de billet et l'utilisation d'une copie de billet sont passibles de poursuites pénales.

6. CONDITIONS D'ADMISSION DANS LES SALLES DE SPECTACLES DE LA VILLE DE CHENÔVE

Le Cèdre accueille les spectateurs 1h avant chaque spectacle. Les portes de la salle sont ouvertes environ 30 minutes avant chaque représentation. L'ensemble des spectateurs et usagers du Cèdre quels que soient leur qualité et statut ont l'obligation d'appliquer et de respecter l'ensemble des dispositions du règlement intérieur et des conditions sanitaires en vigueur.

Le spectacle commence précisément à l'heure annoncée. Les accès sont fermés dès le début du spectacle. Les retardataires doivent alors suivre les indications données, les places numérotées ne sont plus garanties. La direction du Cèdre se réserve le droit de refuser les retardataires et de disposer des places non occupées après la fermeture des portes.

Toute sortie est définitive.

Il est interdit de photographier, de filmer, d'enregistrer, de fumer, devapoter, de boire et de manger dans la salle. Les téléphones portables doivent impérativement être éteints.

Les enfants de moins de 12 ans doivent être accompagnés d'un adulte. Les accompagnateurs doivent veiller à respecter les conditions d'âge recommandées pour le spectacle.

Les animaux, sauf cas exceptionnels des chiens d'assistance, sont interdits.

Pour des raisons de sécurité et notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan Vigipirate, les spectateurs sont susceptibles d'être fouillés à l'entrée de l'établissement. L'accès sera refusé à toute personne ne se soumettant pas à cette formalité.

Pour des raisons sanitaires, les spectateurs doivent respecter les consignes d'accès, de circulation et de sortie du bâtiment. Toute personne refusant de se soumettre à ces formalités et consignes se verra refuser l'accès du Cèdre.

Toute personne en état d'ivresse ou ayant un comportement susceptible de troubler l'ordre public ne pourra pénétrer dans l'enceinte du Cèdre.

La ville de Chenôve décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets au sein de

l'établissement. Le client est responsable de tout dommage, direct ou indirect, occasionné par l'occasion de sa présence au Cèdre et devra en répondre civilement ou pénalement.

Un service de vestiaire gratuit pourra être proposé aux spectateurs munis de billets. Celui-ci peut être levé en cas de contraintes sanitaires.

Le spectateur est averti qu'au cas où un film serait tourné pendant le spectacle, son image est susceptible d'y figurer, et ce, sans contrepartie particulière.

Le bar du Cèdre pourra être ouvert selon les conditions définies par la direction.

7. RETRACTATION, REMBOURSEMENT ET ANNULATION

a. Absence de droit de rétractation

Conformément à l'article L 121-20-4 du Code de la consommation, les billets de spectacle ne font pas l'objet d'un droit de rétractation.

b. Remboursement et échange

A compter de leur achat par le client, le ou les billets ne peuvent être ni échangés, ni remboursés (sauf dans les cas d'annulation ou de report décrits à l'article suivant), même dans l'hypothèse où le billet n'aurait pas été utilisé par le client.

c. Annulation ou report d'un événement

En cas d'annulation définitive d'un événement décidée par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.

Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

Seul le prix du billet sera remboursé. Aucun frais annexe de quelque nature que ce soit (transport, hôtellerie, parking...) ne sera remboursé ou dédommagé.

En outre, les demandes de remboursement devront intervenir dans un délai le plus court possible suivant l'annulation du spectacle.

En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

8. TRAITEMENT DES DONNEES

a. Confidentialité

Les données personnelles confidentielles indiquées lors d'une commande sont exclusivement destinées à la gestion du dossier de réservation et à faire gagner du temps pour une commande ultérieure. Elles ne sont à aucun moment destinées à être cédées, vendues, commercialisées ou louées à des tiers.

L'adresse e-mail peut être utilisée par le Cèdre pour faire parvenir sa newsletter d'informations sur son activité, sauf avis contraire de la part du destinataire (à signaler par email : cedre.billetterie@mairie-chenove.fr).

b. Finalité du traitement

Les informations et données concernant le client sont nécessaires à la gestion de la commande et de la relation commerciale. Les informations et données sont également conservées à des fins de

sécurité et afin de respecter les obligations légales et réglementaires de confidentialité, les données seront utilisées dans le cadre du traitement et du suivi de la commande du client, ainsi que dans l'hypothèse d'un éventuel report ou annulation de l'événement correspondant.

b. Droits d'opposition, d'accès et de rectification

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le client peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations le concernant. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 20 juin 2018 n°2018-493, et au règlement général sur la protection des données 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concerne. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il doit adresser une demande à rgpd@ville-chenove.fr.

Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant. Il peut exercer ces droits en adressant une demande par courrier postal à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 2 place Pierre Meunier 21300 CHENÔVE.

9. ACCEPTATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Avant de confirmer sa commande, le client déclare accepter les présentes conditions générales de vente, pleinement et sans réserve.

10. RECLAMATION ET LITIGES

Les ventes de billetterie visées aux présentes sont soumises à la loi française. Pour toute réclamation, contacter le service de la billetterie du Cèdre : cedre.billetterie@mairie-chenove.fr ou Mairie de Chenôve – Direction des Affaires Culturelles - 2 place Pierre Meunier – 21300 CHENÔVE

Les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des juridictions compétentes de Dijon après expiration de toutes voies amiables de règlement du litige.

VILLE DE CHENÔVE – DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

CONDITIONS GENERALES DE VENTE EN LIGNE

Billetterie du Cèdre : www.cedre.ville-chenove.fr

Préambule

Les présentes conditions de vente s'appliquent de plein droit et sans restriction à toutes les commandes effectuées pour l'achat de place(s) de spectacle(s) sur le site Internet du Cèdre, Centre Culturel et de rencontres de la ville de Chenôve. Elles sont susceptibles de modifications sans préavis. L'achat de place(s) de spectacle(s) par l'acheteur implique son adhésion sans réserve aux présentes conditions de vente. Elles intègrent les conditions générales de vente du Cèdre en vigueur.

ARTICLE 1 - GENERALITES

Le Cèdre met en vente un nombre de places défini pour certaines représentations sur son site Internet. Il se réserve le droit d'augmenter ou de réduire ce nombre, à tout moment et sans préavis.

ARTICLE 2 – TARIFS ET NOMBRE DE PLACES

Tous les tarifs des spectacles sont exprimés en euro, toutes taxes comprises, et peuvent être modifiés sans préavis. Ils sont fixés par délibération puis validés sur la base du tarif en vigueur au moment de l'achat après confirmation de notre part du règlement demandé.

Aucune réduction n'est applicable après le paiement de la commande.

Le traitement de la commande par carte bancaire n'entraîne pas de frais de dossier pour le client.

Spectacles organisés par des tiers :

Les places ne seront pas disponibles à la vente en ligne, mais disposeront d'une mention spéciale indiquant les modalités de réservation, disponibles sur le site Internet.

ARTICLE 3 - PLACEMENT

Dans le cas d'un placement numéroté, l'acheteur peut choisir ses places et les visualiser avant d'effectuer le paiement. La confirmation de l'achat entraîne l'accord de l'acheteur sur leur emplacement, sans possibilité de changement ou de remboursement pour ce motif.

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

Les personnes à mobilité réduite (P.M.R.) doivent impérativement contacter la billetterie du Cèdre au 03.80.51.56.25 avant tout achat.

En fonction de la configuration de la salle, il peut vous être proposé des places numérotées ou des places libres. Pour le placement libre, la date de réservation du billet ne donne lieu à aucune priorité.

Après le début de la représentation, la direction du Cèdre ne garantira pas l'accès à la salle et aux places réservées. Elle se réserve le droit de ne pas accepter les retardataires.

ARTICLE 4 – MOYEN DE PAIEMENT

Seul le paiement par carte bancaire est autorisé.

Il permet à l'acheteur de réserver ses billets en ligne, immédiatement et définitivement.

ARTICLE 5 – VALIDATION ET CONFIRMATION DE COMMANDE

L'acheteur déclare avoir pris connaissance et accepté les présentes conditions générales de vente avant de passer commande. La validation de la commande vaut acceptation de ces conditions.

La commande de billets de spectacles n'est définitivement validée qu'à réception de l'e-mail confirmant l'enregistrement de la commande.

En l'absence d'e-mail de confirmation, l'acheteur devra contacter la billetterie du Cèdre afin de vérifier la prise en compte effective de sa commande.

ARTICLE 6 – OBTENTION DES BILLETS

6.1. Retrait au guichet

Les billets de spectacles sont à retirer à la billetterie du Cèdre aux horaires d'ouverture habituels, à partir du jour même de la commande, soit le soir du spectacle, sur présentation de la confirmation électronique de la commande et d'une pièce d'identité au nom de la personne ayant effectué la réservation.

Les billets de spectacles ne sont pas adressés par voie postale.

Les billets de spectacle demeurent la propriété de la billetterie du Cèdre jusqu'à l'enregistrement complet et définitif du paiement. Les billets sont nominatifs et ne pourront être revendus pour en tirer bénéfice (loi du 27 juin 1919 modifiée).

Le débit de la carte bancaire est indépendant du retrait effectif des billets. Les billets sont définitivement réglés même si l'acheteur ne les retire pas.

6.2. Impression des billets électroniques à domicile (E-tickets)

Les E-tickets sont à imprimer sur une feuille blanche, de format A4 (pas de recto-verso) ou téléchargé sur un smartphone. Une bonne qualité d'impression est nécessaire pour la lisibilité du code barre.

Les E-tickets sont à présenter à l'entrée et sont soumis au contrôle de validité du billet.

Ils sont uniquement valables à la date et aux conditions d'utilisation figurant sur celui-ci.

Les informations figurant sur le billet ainsi que le code-barres doivent être bien lisibles. Les billets illisibles, endommagés, souillés ou imprimés de façon incomplète seront considérés comme non valables et ne seront pas acceptés.

ARTICLE 7 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT

Les billets achetés ne sont ni repris, ni échangés, ni remboursés, même en cas de perte ou de vol, de changement de programme ou de distribution indépendante de notre volonté (loi du 27 juin 1919 modifiée).

En cas d'annulation de la représentation décidée par la ville de Chenôve, les billets pourront être remboursés ou reportés sur une autre représentation du même spectacle. En aucun cas, ils ne seront reportés sur un autre spectacle.

En cas d'annulation définitive d'un événement décidé par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du Relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.
Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

En cas d'interruption d'une représentation après la première moitié d'un spectacle, pour quelque motif que ce soit, les billets ne seront ni repris, ni échangés pour une autre date, ni remboursés. En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

Conformément à l'article L.121-20-4 du Code de la Consommation, les billets de spectacles ne font pas l'objet d'un droit de rétractation.

ARTICLE 8 – SECURISATION DES PAIEMENTS

La commande de billets n'engage la ville de Chenôve qu'à la réception d'un courrier électronique confirmant le paiement de la transaction.

Les places achetées sur le site Internet de la billetterie du Cèdre sont réglées uniquement par carte bancaire compatible avec le site de paiement sécurisé de l'opérateur.

Le paiement 3D Secure est un service gratuit et peut se déclencher pour vos paiements par carte bleue, Visa ou Mastercard. Avec le 3 D Secure, votre banque vérifie au moment du paiement votre identité. Le procédé d'identification étant spécifique à chaque banque, il appartient à l'acheteur de le vérifier.

Les informations fournies par l'acheteur lors de la saisie de ses coordonnées bancaires font l'objet d'un cryptage de la part de l'opérateur en charge des transactions.

En aucun cas et à aucun moment les informations concernant les cartes bancaires ne transitent sur le réseau ou sur le serveur de la ville de Chenôve.

ARTICLE 9 – DONNEES PERSONNELLES

La ville de Chenôve dispose de moyens informatiques destinés à la gestion de la billetterie du Cèdre et enregistre, dans ce cadre, des données personnelles à son usage exclusif.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en adressant une demande par courrier postal à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 2 Place Pierre Meunier 21300 CHENÔVE

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 20 juin 1978 n°2018-493, et au règlement général sur la protection des données 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concerne. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il doit adresser une demande à rgpd@ville-chenove.fr.

Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données.

L'acheteur accepte qu'en cas d'annulation, de modification d'horaires ou de lieu d'un spectacle pour lequel il a réservé, la billetterie du Cèdre puisse utiliser les données saisies lors de la réservation pour le tenir informé de la marche à suivre.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITES

Le(s) billet(s) et la confirmation de l'achat en ligne doivent être vérifiés par l'acheteur au moment où ils sont délivrés par le personnel du Cèdre ou réceptionnés sur sa messagerie électronique.

Aucune réclamation ultérieure ne sera prise en compte.

La ville de Chenôve décline toute responsabilité pour les éventuelles dégradations, la perte ou le vol des effets, objets ou matériels apportés par les spectateurs. Les spectateurs sont responsables de tout dommage, direct ou indirect, qu'ils pourraient causer dans les salles ou sur les sites de spectacles de la ville de Chenôve.

Tout enregistrement du spectacle, sous quelque forme que ce soit, y compris photographique ou numérique, est strictement interdit.

ARTICLE 11 – CONTACT ET ASSISTANCE BILLETTERIE

Pour toute information ou réclamation, sur place ou par téléphone, merci de contacter:

Direction des Affaires Culturelles - Ville de Chenôve
Le Cèdre 9, Esplanade de la République
21300 CHENOVE
Tel : 03.80.51.56.25
Email : cedre.billetterie@ville-chenove.fr
Site Internet : www.cedre.ville-chenove.fr

Toute correspondance est à adresser à :
Direction des Affaires Culturelles - Ville de Chenôve
Régie Culture Chenôve
2 place Pierre Meunier
21300 CHENOVE

ARTICLE 12 – DROIT APPLICABLE - LITIGES

Les conditions générales sont régies et interprétées conformément au droit français. Les tribunaux compétents de Dijon auront aptitude à se prononcer sur tout litige susceptible de naître entre les parties relatif à l'exécution des présentes, à défaut de résolution amiable.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_009A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2020

Annule et remplace la délibération DEL_2021_009 suite à une erreur matérielle.

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD), par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009, l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Centre-Ville ».

Par délibération du 6 novembre 2017, la Ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement ZAC « Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé à la collectivité, le 4 décembre 2020, le compte-rendu annuel de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 26 novembre 2020, le compte-rendu annuel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et recettes prévisionnelles,
- l'état prévisionnel de trésorerie,
- en annexe, l'état des acquisitions et des cessions réalisées.

Au 30 juin 2020, le montant global de l'opération « Centralité » s'élève à 27 465 875 € HT soit une augmentation de 1 106 096 € HT par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution des dépenses s'explique notamment par :

- une actualisation, à la baisse, du coût d'acquisition du tènement de l'ancienne Poste,
- des coûts supplémentaires liés au désamiantage de l'ancien bureau de poste et aux travaux de reprise d'étanchéité et de sécurisation du site Saint-Exupéry,
- l'augmentation du coût des travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre,
- l'augmentation des frais financiers et des frais annexes, due essentiellement à l'allongement de la durée de l'opération,
- l'augmentation de la rémunération de la SPLAAD suite aux évolutions constatées sur les différents postes de dépenses et de recettes.

L'évolution des recettes s'explique notamment par :

- l'augmentation des charges foncières due aux conditions de cessions de l'îlot B (programme « Plein cœur » de Bouygues Immobilier) et à l'intégration dans le bilan de l'opération des recettes de la vente de l'îlot C (programme « Central Park » de Kaufman and Broad) initialement dévolu à Action Logement au titre des contreparties foncières dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain,
- l'augmentation des produits financiers.

L'examen du compte-rendu annuel montre que, malgré l'augmentation du coût global de l'opération, la participation prévisionnelle de la collectivité à l'équilibre de l'opération reste inchangée par rapport à l'exercice précédent, soit 12 363 666 € HT.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. NEYRAUD - M. SINGER

Envoyé en préfecture le 11/02/2021

Reçu en préfecture le 11/02/2021

Affiché le 11/02/2021

ID : 021-212101661-20210211-DEL_2021_009A-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 11/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

OPERATION CENTRALITE

VILLE DE CHENOVE

**Compte rendu annuel à la collectivité
au 30 juin 2020**

SOMMAIRE

- I. Présentation et programme physique de l'opération**
- II. Note de conjoncture**
- III. Bilan prévisionnel actualisé**
- IV. Annexes**

I. PRESENTATION ET PROGRAMME PHYSIQUE DE L'OPERATION

1.1 Présentation de l'opération :

Le quartier du Mail de Chenôve fait l'objet depuis plus de dix ans d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) au titre de la politique de la ville. Il a d'ailleurs été reconnu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ce projet a pour principaux objectifs de rééquilibrer et diversifier l'offre de logements, de désenclaver le quartier, de réussir son intégration urbaine ainsi que son ouverture visuelle et fonctionnelle.

L'ambition de la rénovation urbaine a été traduite par la Ville qui a mis en place un plan guide, déclinant ses objectifs sur le plan de la forme urbaine en déterminant les éléments fondamentaux retenus pour l'image et le cadre de vie du quartier.

Le plan guide de rénovation urbaine a défini à l'échelle du quartier deux espaces publics structurants dont le plus important en superficie s'étend des abords de la mairie jusqu'au cours du Général de Gaulle, venant composer la nouvelle « Centralité ».

C'est à l'intérieur de ce périmètre que se situent le nouveau Centre-Ville et le secteur Saint Exupéry qui laissera place au futur projet du « Parc ». L'ambition de la Municipalité est de transformer profondément et durablement le cadre de vie des habitants en dotant Chenôve d'un centre-ville et en transformant le quartier du Mail.

Ainsi, le 22 septembre 2008, le Conseil Municipal a décidé de créer la ZAC « Centre-Ville » et a approuvé dans le même temps, le bilan de la concertation publique préalable qui s'est tenue du 18 février au 25 juillet 2008 inclus.

Concernant le « secteur St Exupéry », l'avenir et la vocation du Centre Commercial ont été redéfinis suite à l'arrivée du Tramway à proximité mais également suite à la nouvelle implantation des commerces dans le secteur « Centre-Ville » pour environ 3 000 m² de surfaces commerciales en façades des rues Armand Thibaut et Alfred Changenet, axes de passage majeurs de la nouvelle Centralité.

Le Centre Commercial Saint Exupéry a ainsi pu être démoli au 1^{er} semestre de l'année 2019.

LA SPLAAD intervient sur ces deux secteurs depuis plusieurs années suivant différentes conventions.

→ Une Convention de Prestations Intégrées fixant les conditions de portage immobilier, de gestion et d'exploitation du Centre Commercial « Saint Exupéry » ainsi que les prestations de services en matière d'études prospectives a été confiée par la Ville de Chenôve à la SPLAAD, **par notification en date du 26 août 2013 et ce pour une durée de 5 années.**

Dans le cadre de cette convention, la SPLAAD a acquis la propriété du Centre Commercial, l'a géré et exploité, a réalisé le transfert des commerces vers le secteur « Centre-Ville », tout en conduisant des études destinées à éviter l'apparition d'une friche commerciale, assurer la continuité des espaces publics et étudier les conditions de développement d'une nouvelle offre de stationnement. Cette Convention est échue depuis août 2018. Un bilan de liquidation a été présenté au Conseil Municipal du mois de février 2020.

→ **Par délibération du 28 septembre 2009**, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD, par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement, l'aménagement de la ZAC « Centre-Ville » pour une durée de 10 ans.

Par délibération du 24 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°1 à la convention de prestations intégrées de la ZAC « Centre-Ville », portant modification des modalités d'imputation des charges de l'aménageur, de la transformation de la SPLAAD en Société Publique Locale et intégrant les nouvelles dispositions relatives à la gouvernance de la société.

Par délibération du 17 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°2 à la convention de prestations intégrées, prenant en compte l'évolution de la participation financière de la collectivité à l'opération d'aménagement, et modifiant les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD en séance du 19/12/12.

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'Aménageur à la Collectivité concédante dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°3 **par délibération du 16 février 2015**, actant l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement.

Par délibération du 2 mai 2016, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées, complétant les missions et la nature de tâches confiées à l'Aménageur
Cet avenant a également prolongé de 5 années la durée de la concession portant son terme au 24 décembre 2024.

Par délibération du 3 avril 2017, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°5 modifiant les modalités de détermination du forfait annuel de gestion mises en place par voie d'avenant à la convention de prestations intégrées.

Pour atteindre ses objectifs de mutation de son espace urbain au titre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, la Ville de Chenôve a décidé par **délibération de son Conseil Municipal du 6 novembre 2017**, d'intégrer le secteur « Saint Exupéry » à la Concession d'Aménagement « ZAC Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ». Cette intégration a été contractualisée suivant l'avenant n°6.
Le bilan consolidé de cette nouvelle opération d'aménagement globale dite « Centralité » a été validé par la Collectivité lors de la présentation du Compte-rendu annuel sur l'exercice comptable clos au 30/06/2019.

Par délibération du 5 février 2018, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé un avenant n°7, ayant pour objet d'entériner la décision du Conseil d'Administration de la SPLAAD visant à simplifier l'organisation des instances de la Société pour la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires. Un « Comité de Contrôle et Stratégique » a ainsi été créé, fusionnant le Comité de contrôle et le Comité stratégique existants.

Par délibération du 4 février 2019, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°8 pour prendre l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement, telle qu'elle découlait du Compte-rendu annuel à la collectivité au 30/06/2018.

Par délibération en date du 03 février 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a approuvé l'avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement. Cet avenant découle de l'avenant n°6 : un bilan consolidé a été présenté à la validation de la Collectivité dans le cadre du Compte-rendu annuel à la Collectivité au 30/06/2019. Cet avenant détermine la nouvelle participation de la collectivité à l'opération consolidée dite « Centralité ».

1.2 Programme de la « Centralité » (RAPPEL) :

L'aménagement du sous-secteur « Centre-Ville » (actualisé selon les dossiers de création et de réalisation de la ZAC) doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions tel que défini ci-dessous :

- environ 23 000 m² shon de logements environ, soit environ 315 logements,

La ZAC « Centre-Ville » a été déclarée d'utilité publique par l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014, qui approuvait également la mise en compatibilité du PLU de CHENOVE.

L'évolution de la ZAC « Centre-Ville » en opération « Centralité » a été actée par le Conseil Municipal le 6 novembre 2017. L'opération « Centralité » intègre la ZAC « Centre-Ville », un nouvel îlot appelé « Parc Changenet » et le secteur « Saint Exupéry » avec le centre commercial et ses abords allant jusqu'à l'ancienne propriété « MORIN », située rue Gambetta.

II. NOTE DE CONJONCTURE

2.1. Réalisation - DEPENSES

- **Etudes**

Pour le secteur « Centre-Ville »

Les études réalisées sont les suivantes :

- Etude géomètre (plan topographique)
- Etudes de sols
- Etude d'impact
- Plan Guide / études urbaines
- Dossier Loi sur l'Eau
- Dossier DUP
- Reprographie et divers

Les études réglementaires et relatives aux espaces publics sont achevées pour ce secteur.

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Les démolitions des cellules commerciales se sont déroulées en 2019 et sont achevées à ce jour.

Suite au lancement d'une consultation, l'équipe de maîtrise d'œuvre constituée de Sequana Paysages (Mandataire), Cabinet Merlin et Bureau d'Etudes Dijonnais a été retenue.

Cette consultation a fait l'objet d'une indemnisation des candidats à concourir, constituant avec les diagnostics techniques le principal des dépenses de l'exercice.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste au 30/06/2020 s'élèvent à 517 230 € TTC.

Perspectives au 30/06/2021 :

Les frais d'étude porteront sur les interventions du géomètre sur les deux sous-secteurs et sur les études de conception du Parc Urbain liées à l'aménagement du secteur « Saint Exupéry ».

- **Foncier**

Pour le secteur « Centre-Ville »

Sur cet exercice, la SPLAAD a acquis l'ancien bureau de Poste le 30/09/2019 pour 240.000 € TTC. Cette acquisition a été assortie d'une indemnité d'éviction de 339.000 €.

Les propriétés devant constituer le lot « Parc Changenet » ont également été acquises à l'EPFL par acte administratif en date du 28/11/2019 pour un montant TTC de 1.509.509 €.

Pour le secteur « Saint Exupéry »

L'acquisition du Centre Commercial effectuée par la SPLAAD en 2012 à l'EPARECA a été réintégrée au bilan consolidé, soit 1.800.000 € TTC et ce conformément à la décision de la collectivité du 03/02/2020.

Durant l'exercice, la propriété MORIN (AI 30) a été acquise à l'EPFL pour un montant TTC de 271.091 € selon acte administratif en date du 28 Novembre 2019.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste, et ce compris les frais d'acquisitions et indemnités, au 30/06/2020 s'élèvent à 7.312.218 € TTC.

Perspectives au 30/06/2021 :

Compte-tenu du projet de démolition partielle du parking en copropriété, l'acquisition de garages sera nécessaire à la fois sur des propriétaires privés et des propriétés Ville de Chenôve.

• Aménagement des sols

Pour le secteur « Centre-Ville »

Au 30/06/2020, les travaux suivants ont été réalisés :

Démolition des bâtiments suivants :

- les affaires scolaires,
- le CCAS,
- le centre social Armand Thibault,
- la maison individuelle située au 11 rue Changenet
- la maison de la Danse (boulevard Branly – rue Claude Chappe)
- L'ancien Bureau de Poste

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Démolition des cellules commerciales du centre commercial.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste au 30/06/2020 s'élèvent à 1.711.644 € TTC.

Perspectives au 30/06/2021 :

Selon le déroulement des études du Parc Urbain, les démolitions partielles du parking de la copropriété pourraient démarrer.

• Travaux et honoraires

Pour le secteur « Centre-Ville »

Au 30/06/2020, les travaux suivants ont été réalisés :

- Dévoiement du réseau gaz situé sous le Boulevard BRANLY,
- Dévoiement du réseau de chaleur qui était sur l'emprise du futur équipement culturel (le Cèdre),
- Premiers travaux d'espaces publics (terrassment de la place et mise en œuvre du bassin d'eaux pluviales, aménagement carrefour Changenet/ Tassigny),
- Travaux de dévoiements ou de raccordements de réseaux de moindre importance (financièrement)
- Travaux d'aménagement des espaces publics avec la place du Cèdre et sa fontaine, la rue Changenet, la viabilisation des îlots A à D avec l'aménagement de la cour urbaine,
- Réaménagement du boulevard Tassigny et de la rue Armand Thibault,
- Réalisation des deux premiers gradins et de l'escalier reliant la ZAC au Centre Commercial St Exupéry,

- Réalisation des plantations, des prairies fleuries pour les îlots C & D et des espaces verts (îlot K et les premiers gradins)
- Réalisation de la rampe PMR provisoire le long de l'équipement culturel du Cèdre
- Entretien des espaces verts
- Travaux d'aménagement des cellules commerciales de la Cour Margot
- Travaux de finitions des espaces publics, pose du mobilier urbain et de l'éclairage public

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Les travaux ont porté essentiellement sur l'étanchéité de la dalle après démolition et sur la reprise de cette dernière suite à de nombreuses dégradations.

Les dépenses constatées au 30/06/2020 pour le poste travaux et honoraires s'élèvent à 8.720.520 € TTC.

Perspectives au 30/06/2021 :

Secteur Centre-Ville :

- Quelques petits travaux de reprises sur les espaces publics
- Travaux d'entretien dans les cellules commerciales de la Cour Margot

Secteur Saint-Exupéry :

- Poursuite des reprises d'étanchéité provisoire

Le montant total des dépenses constatées au 30/06/20, les deux sous-secteurs confondus s'élève à 20.033.251 € TTC.

2.2 Réalisation - RECETTES

• Gestion locative des commerces de la Cour Margot

A ce jour, 8 des 9 cellules commerciales sont occupées suivant un bail commercial.

Tous commerces confondus, les loyers perçus au cours de l'exercice s'élèvent à 145.242 € HT.

A noter que 4 procédures contentieuses sont actuellement en cours contre le syndic de copropriété concernant l'imputation des charges de chauffages sur les commerces.

• Commercialisation

La commercialisation de l'opération « Centralité » ne porte que sur le sous-secteur « Centre-Ville ». L'aménagement du sous-secteur « Saint Exupéry » consiste en une transformation de l'ancien espace commercial en de nouveaux espaces publics paysagers, végétalisés et requalification de ses abords.

Avancement de la commercialisation au 30/06/2020 :

- Aucune vente n'est intervenue au cours de l'exercice.
- Des compromis de ventes ont été signés :
 - Ilot E et « Parc Changenet » : SCCV Uno Patrimonio – le 10/12/2019
 - Ilot B : Bouygues – le 03/06/2020

Perspectives au 30/06/2021 :

En fonction de la pré-commercialisation des opérateurs, les compromis ci-dessus cités pourraient faire l'objet de signatures des actes de vente.

A noter qu'Action Logement s'est positionné sur l'Ilot D et qu'un compromis de vente a été signé avec Kaufman and Broad sur l'ilot C le 11 septembre 2020.

• **Subventions**

Pour le secteur « Centre-Ville »

La ZAC « Centre-Ville » bénéficie, au titre de sa localisation dans un périmètre ANRU, de subventions de l'ANRU, de la Région BFC et de Dijon Métropole pour un montant total de 3.946.324,00 €.

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Dans le cadre de la nouvelle convention NPNRU, dont la signature devrait intervenir fin 2020/début 2021, le secteur « Saint Exupéry » devrait bénéficier de subventions de la part de l'ANRU (montant estimé à environ 2M d'€ environ) et de Dijon Métropole (montant estimé à environ 1,1M d'€).

Les subventions perçues au 30/06/2020 s'élèvent à 3 431 083,35 €.

Perspectives au 30/06/2021 :

Perception d'environ 50 000 € de subvention de l'ANRU pour le secteur « Centre-Ville ».

II. BILAN PREVISIONNEL ACTUALISE

3.1. Etat des dépenses et des recettes prévisionnelles

3.1.1. Compte de résultat prévisionnel (en HT)

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC
ETUDES GENERALES	2%	617 663	122 803	740 466
Centre Ville		342 663		
Secteur Saint Exupéry		275 000		
FONCIER	26%	7 027 833	639 294	7 667 127
Centre Ville		4 916 739		
Secteur Saint Exupéry		40 000		
AMENAGEMENT DES SOLS	8%	2 248 600	449 188	2 697 788
Centre Ville		365 000		
Secteur Saint Exupéry		1 883 600		
TRAVAUX	46%	12 646 165	2 518 813	15 164 978
Centre Ville		6 696 165		
Secteur Saint Exupéry		5 950 000		
HONORAIRES TECHNIQUES	5%	1 322 628	262 554	1 585 182
Centre Ville		736 442		
Secteur Saint Exupéry		586 186		
FRAIS FINANCIERS	3%	776 634	52 614	829 248
REMUNERATION SPL	7%	1 822 059	0	1 822 059
FRAIS ANNEXES	3%	764 293	79 175	843 468
Centre Ville		429 293		
Secteur Saint Exupéry		335 000		
FRAIS DE COMMERCIALISATION Centre-Ville	1%	150 000	29 471	179 471
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	0%	90 000	18 000	108 000
Centre Ville		0		
Secteur Saint Exupéry		25 000		
TOTAL DES DEPENSES	0%	27 465 875	4 171 912	31 637 787
SOLDE TVA	0%		-1 783 377	-1 783 377

RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
CESSIONS Centre-Ville	26%	7 025 815	1 229 996	8 255 811
Locatif Social		-	-	0
Accession Sociale		-	-	
Accession Libre		4 589 505	756 054	5 345 559
Autre		-	-	0
<u>Sous - Total Habitat Centre-Ville</u>		<u>4 589 505</u>	<u>756 054</u>	<u>5 345 558,51</u>
Commerces		2 436 310	473 942	2 910 252
Equipement culturel		-	0	0
Autres activités Économiques		-	-	0
<u>Sous - Total Activités Économiques</u>		<u>2 436 310</u>	<u>473 942</u>	<u>2 910 252,00</u>
Stationnement en surface		-	-	0,00
Stationnement en ouvrage		-	-	0,00
<u>Sous - Total Stationnement</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>0,00</u>
SUBVENTIONS	26%	7 046 324	-	7 046 323,60
<i>ZAC Centre-Ville</i>				
Région		1 990 960	0	1 990 960
Grand Dijon		423 937	0	423 937
ANRU		1 531 427	0	1 531 427
Autres		0	0	0
<i>Saint Exupéry</i>				
Région		0	0	0
Dijon Métropole		1 100 000	0	1 100 000
ANRU		2 000 000	0	2 000 000
Autres		0	0	0
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	4%	1 030 070	158 540	1 188 609,78
Centre Ville				
Secteur Saint Exupéry				
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	45%	12 363 666	1 000 000	13 363 665,96
Subvention globale		7 363 666	0	7 363 666
Cession équipements généraux		5 000 000	1 000 000	6 000 000
Participation complément de prix		0	0	0
Participation acquisition foncière		0	0	0
TOTAL DES RECETTES	101%	27 465 875	2 388 535	29 854 409,85
SOLDE RECETTES - DEPENSES		0	0	0

3.1.2. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel consolidé arrêté au 30/06/2020 subit des modifications par rapport au compte de résultat prévisionnel approuvé au 30/06/2019.

Dépenses

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de dépenses de 27.465.872€ HT, soit une augmentation de 1.106.093 € HT.

Le cumul des dépenses au 30/06/2020 est de 20.033.251 € TTC.

Cette augmentation des dépenses par rapport à l'exercice précédent s'explique de la manière suivante :

- Foncier : les dépenses sont en diminution de 125 k€ HT environ compte-tenu de bonnes négociations pour l'acquisition de La Poste
- Aménagement des sols :
 - o Centre-ville : augmentation de 50 k€ HT suite à des aléas et imprévus sur la démolition de l'ancien bureau de poste (découverte d'amiante complémentaire)
 - o Saint-Exupéry : Augmentation de 642 k€ HT environ compte-tenu de travaux de reprise d'étanchéité importants et de sécurisation du site face à d'innombrables dégradations volontaires
- Travaux et honoraires
 - o Centre-Ville : actualisation du coût des travaux de 145 k€ HT.
 - o Saint-Exupéry : actualisation des honoraires de 28 k€ HT suite à la passation du marché de maîtrise d'œuvre pour le parc urbain.
- Frais financiers : Augmentation de 125 k€ environ compte-tenu de l'allongement de la durée de l'opération
- Frais annexes : Augmentation de 143 k€ HT environ dont 50 k€ en impôt foncier compte-tenu de l'allongement de la durée de l'opération et de la commercialisation difficile des terrains et le reste en frais de gardiennage autour des commerces de la Cour Margot.
- Rémunération SPLAAD : Augmentation de 95 k€ environ découlant des mouvements financiers sur les différents postes de dépenses et de recettes.

Globalement, les dépenses sont en augmentation de 1.106 k€ HT.

Recettes

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de recettes de 27.465.872€ HT, soit une augmentation de 1.106.093 € HT.

Le cumul des recettes au 30/06/2020 est de 7.441.643 € TTC.

Cette augmentation des recettes par rapport à l'exercice précédent s'explique de la manière suivante :

- Cessions : Augmentation de 932 k€ HT environ des recettes de charges foncières due à la revalorisation dans le bilan de charges foncières sur l'îlot C qui était initialement dévolu à Action Logement ainsi qu'à une augmentation des charges foncières sur l'îlot B.
- Produits financiers : Augmentation de 173 k€ des produits financiers constatés au 30/06/2020 et non prévus initialement

Globalement, les recettes sont en augmentation de 1.106 k€ HT environ et cette augmentation compense l'augmentation des dépenses.

Participation de la collectivité

La participation de la collectivité reste inchangée par rapport à l'exercice précédent.

Etat de la trésorerie :

La trésorerie de l'opération est assurée par :

- Une Ouverture de crédit en compte courant de 4,5 M€ autorisés, contractée auprès du Crédit Agricole et dont 4 191 358 € sont mobilisés au 30/06/2020 ;
- Le versement de 1 923 000 € sur la subvention globale d'équilibre de la ville de CHENOVE d'un montant total de 13 363 666 €.
- Des avances de trésorerie de la collectivité à hauteur de 5 395 091 €
- Un apport de fonds via la SPL, comme le prévoit l'article 16 de la CPI, à hauteur de 1.077.852 €.

Perspectives 2021 :

- Il est prévu des avances de trésorerie complémentaires de la collectivité à hauteur de 3 M€, qui se répartira de la façon suivante :
 - 1,5 M€ pour l'exercice 2020/2021
 - 1,5 M€ pour l'exercice 2021/2022
 - 0,5 M€ pour l'exercice 2022/2023

III. ANNEXES

Annexe 1 : Etat des acquisitions réalisées au 30/06/2020

Annexe 2 : Etat des ventes au 30/06/2020

Annexe 3 : Plan de l'opération « Centralité »

Annexe n°4 : Plan de commercialisation Secteur « Centre-Ville »

3.2. Etat prévisionnel de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2020	FIN JUIN 2021	FIN JUIN 2022	FIN JUIN 2023	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
DEPENSES EN TTC						
ETUDES	517 230	87 000	78 600	20 388	37 248	740 466
Etudes générales	517 230	87 000	78 600	20 388	37 248	740 466
FONCIER	7 312 218	3	0	0	354 906	7 667 127
Acquisitions	7 239 007	3	0	0	235 574	7 474 584
Frais annexes	73 211	0	0	0	119 332	192 543
Indemnités	0	0	0	0	0	0
LIBERATION DES SOLS	1 711 644	682 394	279 195	21 120	3 434	2 697 788
Libération des sols	1 711 644	682 394	279 195	21 120	3 434	2 697 788
TRAVAUX	8 720 520	372 298	2 061 560	3 718 269	1 877 513	16 750 159
Travaux	7 756 777	176 209	1 823 198	3 600 000	1 808 794	15 164 978
Honoraires	963 743	196 089	238 361	118 269	68 719	1 585 182
FRAIS FINANCIERS	513 792	76 800	63 808	36 000	138 848	829 248
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	513 792	76 800	63 808	36 000	138 848	829 248
REMUNERATION SPL	836 720	146 808	187 487	199 863	451 180	1 822 059
rémunération SPL	836 720	146 808	187 487	199 863	451 180	1 822 059
FRAIS ANNEXES	284 782	143 000	125 000	91 400	199 286	843 468
Impôts et taxes	26 499	15 000	15 000	15 000	28 501	100 000
Autres frais non taxables	64 526	30 000	20 000	20 000	30 474	165 000
Autres frais taxables	193 757	98 000	90 000	56 400	140 311	578 468
FRAIS DE COMMERCIALISATION	103 420	12 000	12 000	12 000	40 051	179 471
GOVERNANCE PARTICIPATIVE	32 926	50 400	18 000	1 394	5 280	108 000
TOTAL DES DEPENSES ANNUEL	20 033 251	1 570 703	2 825 651	4 100 435	3 107 747	31 637 787
TOTAL DES DEPENSES CUMUL	20 033 251	21 603 955	24 429 605	28 530 040	31 637 787	
RECETTES EN TTC						
CESSIONS	1 598 400	986 340	1 475 518	567 101	3 628 452	8 255 811
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	1 248 000	919 740	1 475 518	567 101	1 135 200	5 345 559
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat Centre-Ville	1 248 000	919 740	1 475 518	567 101	1 135 200	5 345 559
Commerces	350 400	66 600	0	0	2 493 252	2 910 252
Equipeement culturel	0	0	0	0	0	0
Autres activités Économiques	0	0	0	0	0	0
0,00	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Économiques	350 400	66 600	0	0	2 493 252	2 910 252
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
PRODUITS FINANCIERS & DIVERS	489 160	216 000	240 000	243 450	0	1 188 610
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	489 160	216 000	240 000	243 450	0	1 188 610
SUBVENTIONS	3 431 083	515 240	1 000 000	1 500 000	600 000	7 046 324
Région	1 990 960	0	0	0	0	1 990 960
Grand Dijon	423 937	0	250 000	750 000	100 000	1 523 937
ANRU	1 016 187	515 240	750 000	750 000	500 000	3 531 427
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	1 923 000	0	0	0	11 440 666	13 363 666
Subvention globale	1 923 000	0	0	0	5 440 666	7 363 666
Cession équipements généraux	0	0	0	0	6 000 000	6 000 000
Participation complément de prix	0	0	0	0	0	0
Participation acquisition foncière	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES ANNUEL	7 441 643	1 717 580	2 715 518	2 310 551	15 669 118	29 854 410
TOTAL DES RECETTES CUMUL	7 441 643	9 159 223	11 874 741	14 185 292	29 854 410	
SOLDES ANNUELS avant financement	-12 591 608	146 877	-110 132	-1 789 884	12 561 371	-1 783 377
SOLDES CUMULES avant financement	-12 591 608	-12 444 731	-12 554 864	-14 344 748	-1 783 377	
Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés						
INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2020	FIN JUIN 2021	FIN JUIN 2022	FIN JUIN 2023	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
MOYENS DE FINANCEMENT	10 664 301	-377 852	0	1 600 000	-11 886 449	0
Mobilisation d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Amortissement d'emprunts		0	0	0	0	0
Ouverture de Crédit en Compte Courant (OCCC autorisé 4 500 000€)	4 191 358	0	0	1 100 000	0	5 291 358
Remboursement OCCC		-800 000	-1 500 000	0	-2 991 358	-5 291 358
Avances collectivités	5 395 091	1 500 000	1 500 000	500 000	0	8 895 091
Remboursement avances collectivités		0			-8 895 091	-8 895 091
Financement programmes	1 077 852	0	0	0	0	1 077 852
Remboursement des programmes	0	-1 077 852	0	0	0	-1 077 852
T.V.A.						
T.V.A.sur les dépenses	2 433 659	231 482	433 861	644 262	428 649	4 171 912
T.V.A.sur les recettes	308 365	159 250	233 503	82 676	1 604 741	2 388 535
T.V.A. réglée à l'Etat						0
T.V.A. remboursée par l'Etat						0
Solde de T.V.A.	2 125 294	72 232	200 357	561 586	-1 176 091	1 783 378
SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL	197 986	-158 743	90 225	371 702	-501 169	
SOLDE DE TRESORERIE CUMULE	197 986	39 243	129 468	501 170	0	0

ANNEXE 1 : ETAT DES ACQUISITIONS REALISEES AU 30/06/2020

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS									
BENALLA	Chenove	AA	83	00	03	82	246 840,00 €	27/09/2010	
BAILLY	Chenove	AB	118	00	06	56	240 000,00 €	22/12/2011	
SCIC Habitat	Chenove	AA	142	00	00	58	1 740,00 €	11/01/2012	
OPAC	Chenove	AI	146- 148- 150 228- 230 -233 166- 170 -171 -172	00	31	84	96 057,68 €	07/08/2012	
Terrains Ville	Chenove	AA	84 - 85 - 143 -144 - 145 - 146 - 147 23 - 114 - 168 - 221 - 222 - 223 - 225 - 226 - 227 - 229 - 231 - 232 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 241 - 242 - 243 - 244 - 246 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 241		64	20			
Terrains Ville		AI		01	67	72	1,00 €	11/01/2013	valeur : 1 075 040 €
Terrains Ville		AB	119			44			
Terrains Ville		AB	120		05	91	1,00 €	05/02/2015	
SCCV Les Pressoirs	Chenôve		Lots 112, 113 + 101 à 110				2 468 400,00 €	17/11/2016	plateau brut en rdc (1461,13 m² + 10 places de stationnements)
Acquisition Cour Margot 3 places parking			Lots 50 à 52				21 000,00 €	21/12/2018	
La Poste - SCI BPI Mixte	Chenôve	AB	117	00	34	04	240 000,00 €	30/09/2019	
Indemnités La Poste							339 000,00 €		Indemnité éviction et divers
EPFL - Ilot Changenet	Chenôve	AB	112, 113, 115, 114, 450, 451	00 00	42 10	19 59	1 509 509,00 €	28/11/2019	
							5 141 548,68 €		
TOTAL ACQUISITIONS ET INDEMNITES									
							5 141 548,68 €		

SOUS-SECTEUR SAINT-EXUPERY

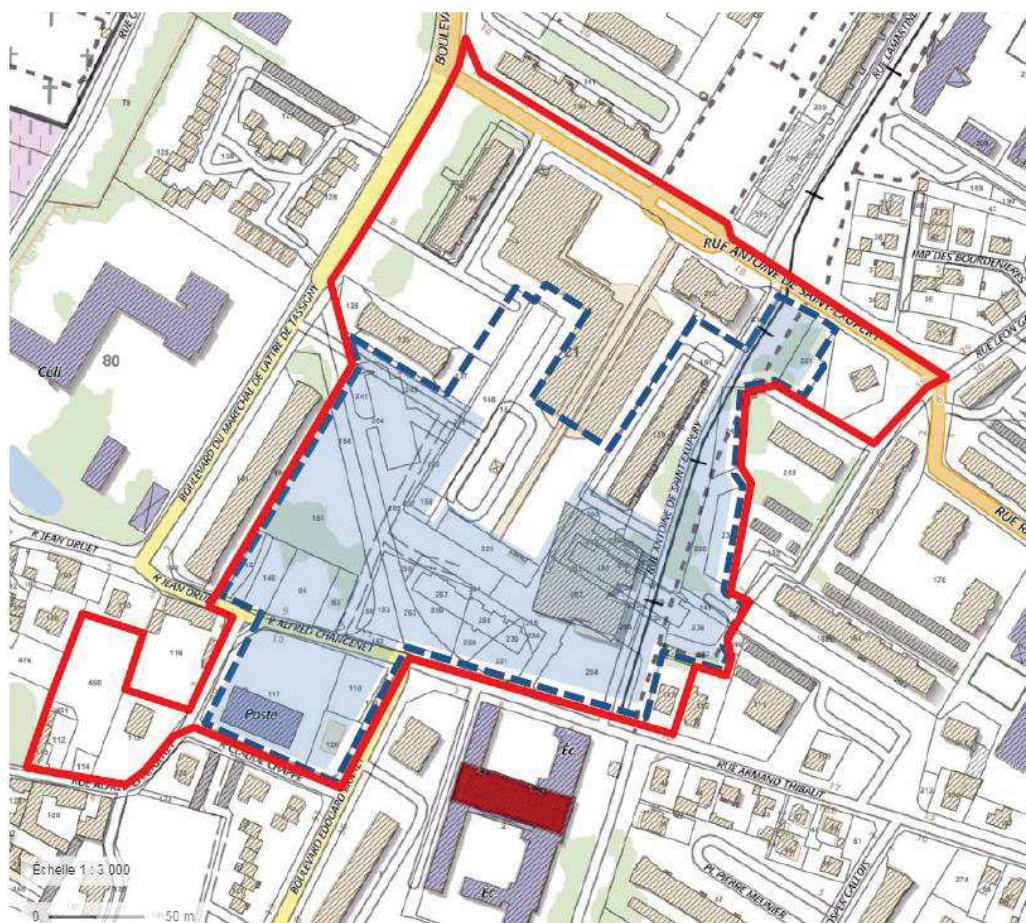
PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS 1ère PHASE									
EPARECA	CHENOVE	AI	21	01	33	47	1 800 000,00	09/08/2012 09/08/2012	
		AI	15		06	70			
EPFL - Propriété "Morin"		AI	30	00	10	59	271 091,00 €		
				1	40	17	2 071 091,00 €		
TOTAL ACQUISITIONS ET INDEMNITES							2 071 091,00 €		

ANNEXE 2 : ETAT DES VENTES AU 30/06/2020

COMMERCIALISATION DE L'OPERATION « CENTRALITE »

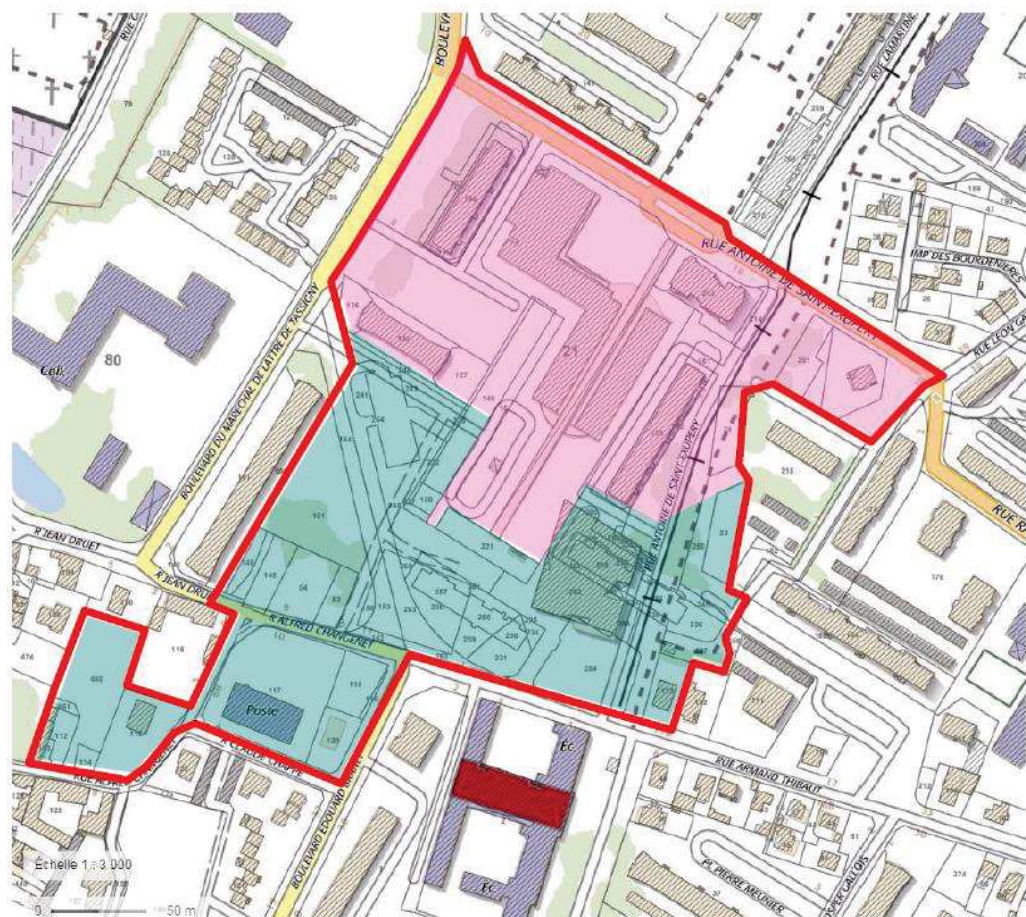
numéro lot	surface plancher globale (logements/commerces) en m ²	surface vendue	reste à vendre
Ilot A	5 620	5 620	0
Ilot B	3 188	0	3 188
Ilot C	3 840	0	3 840
Ilot D	2 975	0	2 975
Ilot E – « Branly »	5 700	0	5 700
Ilot « Parc Changenet »	1 676	0	1 676
Ilot F	1 330	0	1 330
Ilot G	1 400	0	1 400
Ilot H	1 330	0	1 330
Ilot K	5 249	0	5 249
Cellules commerciales – îlot A	1 385	0	1 385

ANNEXE 3 : PLAN DE L'OPERATION « CENTRALITE »



LEGENDE

-  Périmètre initial de la concession
-  Nouveau périmètre de la concession
-  Périmètre de la ZAC « Centre-Ville »



LEGENDE

-  Nouveau périmètre de la concession
-  Secteur Saint Exupéry
-  Secteur Centre-Ville

ANNEXE 4 : PLAN DE COMMERCIALISATION - SECTEUR « CENTRE-VILLE »



Plan masse du quartier « Centre-Ville »

PROGRAMMATION

ILOT B – SDP lgts: 2 800 m² (40 lgts) +
SDP Commerces: 388 m²

ILOT C – SDP lgts: 3 500 m² (50 lgts)

ILOT D – SDP lgts : 3 500 m² (50 lgts)

ILOT E – SDP LGTS: 3 935 m² (53 lgts)
+ SDP Commerces: 695 m²

ILOT CHANGENET – SDP lgts: 1 675
m² (25 lgts)

ILOT F – SDP lgts: 1 330 m² (20 lgts)

ILOT G – SDP lgts: 1 400 m² (21 lgts)

ILOT H – SDP lgts: 1 330 m² (20 lgts)

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
« AMÉNAGEMENT DE
L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »
40 avenue du Drapeau
CS 77 418
21074 Dijon Cedex
Tél. 03 45 83 90 13
Fax 03 45 83 90 21
www.splaad.com

SPLAAD
L'aménageur public

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_010

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE (2E TRANCHE) – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Le développement durable fait partie des enjeux prioritaires de la Ville de Chenôve. Cela passe notamment par la rénovation de ses bâtiments publics, dont fait partie l'Hôtel de Ville, cœur de la vie citoyenne.

Le programme des travaux de l'Hôtel de Ville, en vue d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment, les conditions d'accueil des usagers et le confort des agents des services, a été enclenché en 2020.

Une première tranche de travaux a été inscrite au Budget Primitif 2020, pour un montant de 280 949 € HT :

- isolation des combles,
- réfection de la toiture du bâtiment de la Police municipale,
- rénovation de la toiture en zinc existante,
- intervention sur le réseau de chauffage,
- rénovation totale des sanitaires du hall d'entrée.

L'objectif est aujourd'hui de continuer sur cette voie et de renforcer, entre autres, de manière significative les performances énergétiques de l'Hôtel de Ville :

- rénovation des façades « Cour d'Honneur » et bâtiments annexes, avec isolation par l'extérieur,
- mise en place de panneaux photovoltaïques, sur la terrasse du 2ème étage,
- rénovation complète des installations de production de chauffage,
- remplacement des menuiseries extérieures (dernière tranche de travaux) de la Salle

- du Conseil et de la salle vitrée,
• rénovation des skydômes.

Le coût de la 2^e tranche de travaux est évalué à 451 671 € HT (travaux et prestations intellectuelles inclus).

L'État, dans le cadre de son plan de soutien à l'investissement local, ainsi que le Conseil départemental de la Côte-d'Or, dans le cadre de son accompagnement aux projets d'investissement portant sur le patrimoine communal, peuvent contribuer au financement de ce projet.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De solliciter l'aide financière de l'État, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), et du Conseil départemental, au titre de l'appel à projet patrimoine communal,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_011

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2020

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2020 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan ci-annexé des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Affiché le 04/02/2021

ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_011-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 04/02/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS POUR L'ANNEE 2020**Acquisitions réalisées par la commune**

Vendeur	Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES RESIDENCE "LES PRIMEVERES"
Acquéreur	Ville de Chenôve
Prix	1 €
Désignation de l'opération et finalité	Régularisation foncière : Parcelle de 720 m ² cadastrée Section AI, numéro 345 et Parcelle de 154 m ² cadastrée Section AI, numéro 346 (provenant de la division d'une propriété partiellement bâtie cadastrée Section AI, numéro 173, pour une contenance de 2482m ²)

Cessions réalisées par la commune

Vendeur	Ville de Chenôve
Acquéreur	Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES RESIDENCE "LES PRIMEVERES"
Prix	1 €
Désignation de l'opération et finalité	Régularisation foncière : Parcelle de 231 m ² cadastrée Section AI, numéro 343 (provenant de la division d'une propriété partiellement bâtie cadastrée Section AI, numéro 141, pour une contenance de 4316m ²)

Vendeur	Ville de Chenôve
Acquéreur	Société RGX – Monsieur ROCHE GAILLON
Prix	68 000 € - 5 720 € de frais d'agence immobilière soit 62 280 € net vendeur
Désignation de l'opération et finalité	Cession le 16 décembre 2020 d'une maison de 187m ² sans terrain sise 1 place du Monument, cadastrée AB n°167, acquise par la Ville le 18 septembre 2002.

Vendeur	Ville de Chenôve
Acquéreur	Monsieur GOGUS Tayfun, Monsieur et Madame SAHAN Taner, Monsieur et Madame GOGUS Sedat
Prix	272 000 €- 14 480 € de frais d'agence immobilière soit 257 520 € net vendeur
Désignation de l'opération et finalité	Cession le 29 mai 2020 d'un tènement foncier, sis 6 rue des Galandiers – 116 rue de Marsannay, quartier du Clos du Roy, cadastré section AD n° 567 pour 765 m ² et AD n° 593 pour 554 m ² . Ce tènement a été acquis au cours de l'année 2011 par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) conformément à la convention opérationnelle de portage conclue entre cette dernière et la commune, puis cédé à la commune le 16 juillet 2018.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_012

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE : PRÉCISIONS

Par délibération du 22 septembre 2008, le Conseil municipal approuvait la création sur le territoire de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2009, de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en substitution de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) perçue jusqu'en 2008.

La commune, soucieuse d'accompagner les redevables dans la compréhension de cette taxe, souhaite préciser les modalités d'application de cette taxe.

Considérant :

- que la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure s'applique sur les enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires situés sur le territoire de la commune de Chenôve. Au sens des articles L.2333-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assiette correspond à la superficie totale des enseignes, a contrario cette règle du cumul ne s'applique pas pour les pré-enseignes et/ou dispositifs publicitaires, Nonobstant ceci, la taxation se fait par face.

- que l'article L.2333-7 du Code Général des Collectivités Territoriales en son deuxième alinéa énonce les cas d'exonérations possibles,

- que le Conseil municipal a décidé par délibération du 28 juin 2010, en vertu de l'article L.2333-8 du même code, de :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²,
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

- puis par délibération n° DEL_2019_026 du 8 avril 2019, de fixer les tarifs comme suit :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes non numériques < ou = à 50 m ²	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ^{2*}	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
20,30 €	61 €	0 €	18,30€	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques, est multiplié par 2 lorsque la superficie du dispositif est supérieure à 50 m².*

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De maintenir les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure tels qu'adoptés par délibération n° DEL_2019_026 du 8 avril 2019,

ARTICLE 2 : De préciser ces tarifs de la manière suivante :

ENSEIGNES					
Sup. Totale < OU = 7m ² scellé au sol ou non	Sup. Totale > 7m ^{2*} scellé au sol	Sup. totale entre 7 et 12 m ² non scellé au sol	Sup. totale entre 12,01 et 20 m ^{2*} scellé ou non	Sup. totale entre 20,01 et 50 m ^{2*} scellé ou non	Sup. totale entre 12 et 20 m ^{2*} scellé ou non
Exonération	18,30 €	Exonération	18,30 € (réfaction partielle)	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m², soit 18,30 euros, est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRÉ-ENSEIGNES	
< ou = 50m ²	> 50 m ^{2**}
20,30 €	40,60 €

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non, est multiplié par 2 lorsque leur superficie unitaire est supérieure à 50 m².*

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRÉ-ENSEIGNES NUMÉRIQUES	
< ou = 50m ²	> 50m ^{2**}
61 €	122 €

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non, est multiplié par 2 lorsque leur superficie unitaire est supérieure à 50 m².*

ARTICLE 3 : De continuer à appliquer les dispositions votées par le Conseil Municipal en date du 28 juin 2010, soit :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²,
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_013

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Le tableau des effectifs doit être mis à jour au vu de la nécessité de créer les postes suivants pour satisfaire aux besoins des services :

- Dans le cadre du projet jeunesse souhaité par la collectivité, il est proposé la création d'un poste de responsable au sein de la Direction de la jeunesse relevant du grade d'Assistant socio-éducatif 2ème classe (catégorie A) à temps complet. Après avoir été en charge pendant quelques mois de la redéfinition et de la réorganisation du projet, il lui incombera désormais d'encadrer et de coordonner le service.
- En vue de la réorganisation des services, de laquelle découle le recrutement d'un agent au poste de directeur général des services, il est proposé la création d'un poste de directeur territorial (catégorie A) à temps complet. L'agent aura pour mission de diriger l'ensemble des services de la commune et d'en coordonner l'organisation.

À l'issue de ces créations, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 16 novembre 2020, sera modifié.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date

du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création des postes décrits ci-dessus, à savoir :

- un poste d'assistant socio-éducatif 2ème classe (catégorie A) à temps complet,
- un poste de directeur territorial (catégorie A) à temps complet.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/02/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_014

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 26 janvier 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAQUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Affiché le 04/02/2021

ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_014-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 04/02/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DE POUVOIR DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du lundi 1^{er} février 2021

Envoyé en préfecture le 04/02/2021
Reçu en préfecture le 04/02/2021
Affiché le 04/02/2021
ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_014-DE

FIXATION DE TARIFS (AVEC ALIÉNATION DE GRÉ À GRÉ) – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 2° ET 10°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
13/01/2021	DEC_2021_04	Avenant bail commercial du 21/12/2018 - Modification loyer au 01/01/2021 pour la société Le Rougail	
01/12/2020	DEC_2020_32	Modification tarifs droit de place camions pizza du 01/12/2020 au 31/12/2020	
15/12/2020	DEC_2020_35	Tarifs municipaux pour l'année 2021	

MARCHÉS PUBLICS – DÉLIBÉRATIONS N° 2020_018 – 4°

MARCHÉS DE SERVICES PASSÉS SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES

DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
09/11/2020	Unis-Cité	Contrat de prestations de services du 01/01/2020 au 14/06/2021 dans le cadre du projet « Les Vitaminés », dont l'objet est de prévenir le surpoids et l'obésité des enfants issus des quartiers populaires	10 700,00 (montant net)
09/11/2020	AFEV	Contrat de prestations de services du 01/01/2021 au 31/12/2021 dans le cadre la mise en place d'accompagnements individuels à domicile des enfants en situation de fragilité dans leur parcours, notamment scolaire	12 000,00 (montant net)

MARCHÉS À PROCÉDURE ADAPTÉE

DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
		MARCHÉS DE SERVICES	
17/11/2020	AXE SAÔNE	Assistance à maîtrise d'ouvrage urbaine, architecturale et paysagère - Accompagnement de la ville de Chenôve afin de garantir la cohérence du programme de renouvellement urbain du quartier du Mail	Sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT
		MARCHÉS DE TRAVAUX	
20/12/2020	SERVICE ÉTANCHE	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 3 : étanchéité	12 630,32
21/12/2020	GENTIL	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 01 : charpente/couverture	280 000,00

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Affiché le 04/02/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210202-DEL_2021_014-DE

21/12/2020	BONGLET SA	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 02 : traitement des façades	148 000,00
21/12/2020	BOUDIER	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 04 : menuiseries extérieures	24 894,06
21/12/2020	ROGER MENUISERIE	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 05 : menuiseries intérieures	5 115,90
21/12/2020	ROYER	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 06 : plâtrerie cloisons, doublage et faux plafonds	18 500,00
21/12/2020	SIA REVETEMENTS	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 07 : revêtement de sols et faïence	16 415,75
21/12/2020	UTB	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 08 : chauffage ventilation et plomberie sanitaire	106 496,79
21/12/2020	DEMONGEOT	Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville - Lot 09 : électricité, courants forts et courants faibles	39 750,72

LOUAGE DE CHOSSES – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 5°

DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS (recette)
		CULTURE	
25/01/2021	Julie REY	Intervention autour du livre "Je peux savoir pourquoi je suis noir ?" dans le cadre de deux rencontres avec les élèves de deux classes de CM1 et CM2 de l'école élémentaires les violettes	891,96
		FINANCES	
01/12/2020	DEC_2020_31	Louage de choses - BC-LAB du 01/12/2021 au 31/05/2021	500,00
07/01/2021	DEC_2021_01A	Louage de choses - M. Alain DIGOY, du 01/01/2021 au 31/12/2021	345,00
07/01/2021	DEC_2021_02	Louage de choses - M. Hassan ASGASSOU, du 01/01/2021 au 31/12/2021	345,00
07/01/2021	DEC_2021_03A	Louage de choses - Mme Sylvie MISSERI, du 01/01/2021 au 31/12/2021	345,00
19/01/2021	DEC_2021_05	Louage de choses - M. Mohamed AHMED, du 01/01/2021 au 31/07/2021	297,00

CRÉATION MODIFICATION SUPPRESSION RÉGIES COMPTABLES COMMUNALES – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 7°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
11/12/2020	DEC_2020_33	Fermeture régie recettes culture décembre 2020 (sauf billetterie en ligne)	
14/12/2020	DEC_2020_34	Ajout CB comme mode de recouvrement des recettes	